LE MONDE LIBERTAIRE

# LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1697
du 14 février au 6 mars 2013

« L'anti-pouvoir est dans la dignité de l'existence quotidienne. L'anti-pouvoir est dans les relations que nous tissons en permanence : amour, amitié, camaraderie, communauté, coopération, etc. »
John Holloway

## Austérité

# Le FMI baissera-t-il la garde ?

CAHIER CENTRAL DE HUIT PAGES SUR LE FILM

## CINQ CAMÉRAS BRISÉES

M 02137 - 1697 - F: 2,50 €

# Sommaire


## Actualité

**Le FMI se plante,** par N. Baillargeon, *page 3*
**Les syndicats dans le brouillard,** par P. Mignard, *page 4*
**L'État retire son faux nez,** par G. Goutte, *page 5*
**La météo syndicale** de J.-P. Germain, *page 6*
**Les culs-bénits prennent le frais,** par P. Schindler, *page 7*
**La chronique néphrétique** de Rodkol, *page 8*
**PSA en direct,** par S. Larios, *page 9*

## Arguments

**La chronique de l'obscurantisme** du Furet, *page 10*
**À quand la fermeture des prisons,** par J. Lesage de La Haye, *page 11*
**Aimable bourdieuserie,** par N. Potkine, *page 14*
**Un Robinson capitaliste,** par J. Langlois, *page 15*

## International

**De l'art d'encaisser,** par S. Taden, *page 17*

## Expressions

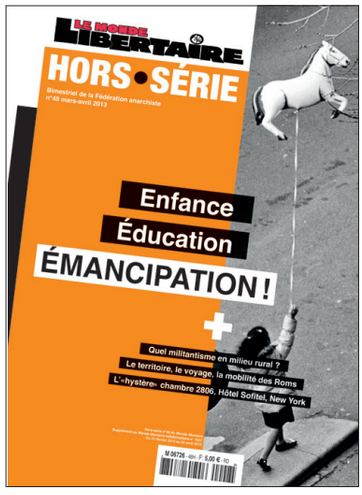
**Une histoire de pigeons,** par Venetza, *page 18*
**L'horreur se vend bien,** par P. Sommermeyer, *page 19*

## Mouvement

**Imprévisibles ouvriers,** par Alexis, *page 21*
**Vie du mouvement**, *page 22*
**L'agenda des anars,** *page 23*

## Illustrations

**Aurelio, Kalem, Krokaga, Jhano, La Sala, Nemo**


## Attention

Vous avez en main le n° 1697 du *Monde libertaire*. Le prochain numéro de votre hebdomadaire (n° 1698) ne paraîtra que le jeudi 7 mars. D'ici-là vous aurez tout loisir de lire *Le Monde libertaire* hors-série n° 48, disponible en kiosques à compter du vendredi 22 février.

La rédaction


**Tarifs** — **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits ◯ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits ◯ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
**Publications libertaires - c/o Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon - France**

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

**Bulletin d'abonnement**

**Abonnement de soutien**
**1 an** ◯ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



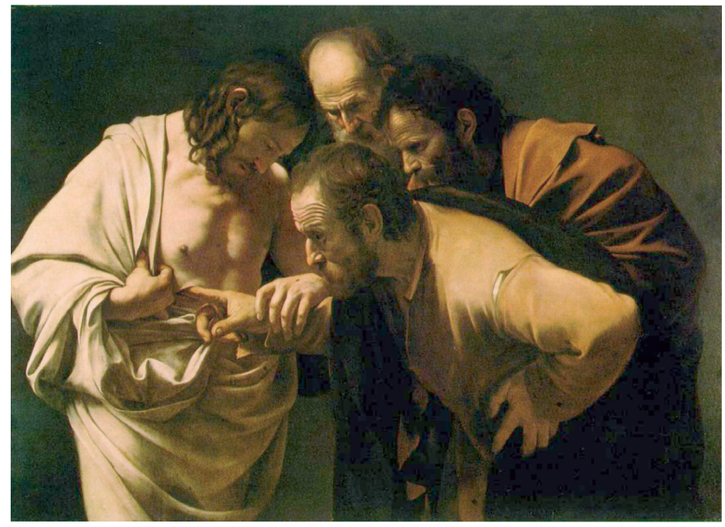
Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis.


Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

# Les erreurs de calcul du FMI

Normand Baillargeon



**Chokri Belaïd était un leader de gauche. Il est mort, la semaine dernière, d'une crise de saturnisme foudroyante : quatre pastilles dans la carafe. C'était en Tunisie, où il y a deux ans la « Révolution de jasmin » a renversé le dictateur Ben Ali, avant de porter, par la voie démocratique des urnes, un parti de bricoleurs islamistes au pouvoir.**

**Depuis, la crise économique et sociale ne connaît pas de répit, et les Tunisiens qui réclament du travail et du pain reçoivent des coups de matraque et des gaz, généreusement distribués par la police de l'ancien régime (détestée de tous et équipée par la France), que le gouvernement bondieusard utilise sans sourciller contre les manifestants. Ce gouvernement couvre aussi les activités des bandes de voyous salafistes qui terrorisent les citoyens pour imposer leurs pratiques moyenâgeuses dans la vie quotidienne. Ce sont ces fascistes que l'on soupçonne d'avoir tué Belaïd.**

**Heureusement, la réaction populaire à ce crime est à la hauteur. Grève générale, policiers et islamistes rossés dans les rues : le peuple relève la tête, et les cafards intégristes filent sous le tapis. À l'heure où nous mettons sous presse, la panique est au sommet et la confusion règne. Le Premier ministre se propose, contre l'avis de son propre parti, de former un nouveau gouvernement, remplaçant la théocratie par la technocratie. Le peuple fait trembler le pouvoir.**

**Situation à rapprocher de celle de l'Égypte, où, après un processus similaire (chute de la dictature, rapide promotion des partis religieux, décomposition du pouvoir sous l'effet de la crise), les classes populaires sont aussi au combat.**

**Ce qui semble indiquer que, contre l'attente des racistes et des réactionnaires, les peuples de l'autre côté de la Méditerranée, non seulement n'ont pas grand-chose à nous envier quant à l'appétit pour la liberté, mais aussi qu'ils pourraient nous en apprendre beaucoup sur les chemins de l'émancipation.**

**Souhaitons que ces routes nous sachions tous les arpenter, en nous défiant de la tentation du pouvoir d'État. Car rien de beau, grand et libre ne sera fait que la classe ouvrière n'accomplira elle-même, par ses organisations syndicales ou spontanées, sans l'intermédiaire des politiciens.**

## Une petite énigme pour commencer

Linda a trente et un ans. Elle est célibataire, s'exprime avec facilité, est très brillante. Elle a étudié la philosophie à l'université. Durant ses études, elle a milité contre diverses formes de discrimination et pour la justice sociale. Elle a également pris part à plusieurs manifestations contre le nucléaire.

Laquelle des deux propositions suivantes est la plus probable ?

a) Linda est caissière dans une banque.

b) Linda est caissière dans une banque et milite activement dans le mouvement féministe.

La théorie économique classique pose comme acteurs des *Homo œconomicus* rationnels et calculateurs cherchant à maximiser leurs préférences : nous.

Ce dernier mot lâché, on sait avec certitude que cette idée est peu plausible, sinon comme simplification et idéalisation théorique ! Elle a d'ailleurs récemment reçu de nouvelles et décisives critiques à travers des travaux (de Daniel Kahneman et Amos Tversky, si vous voulez tout savoir) qui montrent à quel point nous sommes susceptibles de diverses formes d'irrationalité.

La petite énigme au début de ce texte en fournit un exemple – j'y reviens plus loin.

## Autre exemple

Un autre exemple est que nous sommes enclins à surestimer nos aptitudes – à penser qu'on se conduit mieux que les autres ou, en affaires, qu'on peut, mieux que nos concurrents, prédire les fluctuations du marché.

Un certain optimisme est sain, certes ; mais poussé trop loin, il est irrationnel et peut devenir dangereux. C'est le cas quand, par exemple, des inventeurs surestiment, jusqu'à y laisser leur chemise, la viabilité de leur invention.

Steve Jobs, lui, est mort de cette forme d'irrationalité – en grande partie du moins. Sa récente biographie montre en effet qu'en s'en remettant à son supposé « champ de distorsion du réel », croyance ultra-optimiste en sa capacité de « plier » le réel à sa volonté, il a choisi, pour guérir de son cancer du pancréas, très soignable au moment où il fut détecté, de ne pas se faire opérer et de s'en remettre à diverses thérapies alternatives.

## Le FMI aussi

Mais que dire cette fois de cette bombe qui nous vient du Fonds monétaire international, qui faisait cette semaine un étonnant aveu, présenté ensuite dans les grands médias comme une erreur de calcul. Dans une étude signée entre autres par son directeur, l'institution reconnaissait s'être trompée en estimant l'effet de l'austérité budgétaire et des cadeaux fiscaux qu'elle préconisait pour faire face à la crise.

Je vous épargne les données chiffrées. Mais ce serait une simple erreur de calcul, ça ? Pas du tout. Plutôt un enfermement dans un modèle de pensée unique et de recettes qu'on ressert inlassablement depuis des décennies et qui ont eu des effets désastreux pour la majorité des malheureux patients qui ont goûté à cette médecine – mais pas pour les banques,

pour les corporations transnationales ou pour les mieux nantis. Parlez-en ces jours-ci aux Grecs et aux Espagnols, pour ne nommer qu'eux.

### Encore mieux

Une autre manière de faire – énormément prônée hors du cercle du triumvirat au service des puissants formé par le FMI, la Banque mondiale et le département du Trésor des États-Unis – est qu'en période de récession l'État doit investir pour stimuler l'économie : c'est le fameux multiplicateur keynésien (de Keynes, l'économiste qui a sorti le capitalisme de la crise de 1929). On entend par là cette sorte de réaction en chaîne qu'une dépense (ou un investissement) produit dans l'activité économique et qui se répercute ensuite sur le PIB. Voici qui en donnera une idée intuitive, quoique imparfaite.

Vous allez vous acheter des vêtements. Pendant que vous en essayez, un vendeur pique un billet de 100 $ dans votre portefeuille. Il se rend aussitôt au bar d'en face le porter à un ami auquel il doit cette somme et prend un verre ; son ami règle sa note en souffrance au patron du bar ; qui le donne en acompte à l'ouvrier que, par ce montant, il a décidé d'embaucher pour des rénovations ; lequel, en sortant du bar, le remet à un fournisseur qu'il croise dans la rue ; qui se souvient qu'il doit 100 $ au vendeur qui vous a volé ; lequel, le recevant, le remet dans votre portefeuille.

Mais cette idée de multiplicateur keynésien, malgré l'évidence de sa validité qui s'accumule de plus en plus, est impensable pour l'imperturbable triumvirat, fétichiste de la lutte contre le déficit, champion de la privatisation et apôtre inconditionnel des réductions d'impôts.

### Qu'en déduire ?

*L'Homo œconomicus* n'est certainement pas entièrement rationnel, on le sait, et de bien des manières. Mais comment décrire l'*Homo… effemmicus,* si je puis dire, avec sa propension à faire sans cesse la même chose qui produit toujours les mêmes effets désastreux, mais en disant s'attendre à un autre résultat ? Il me revient que c'est exactement de cette manière qu'Einstein définissait un état mental particulier. Lequel ? La folie, qui est justement cela, selon le physicien : faire sans cesse la même chose en s'attendant à obtenir un résultat différent.

Keynes, reviens, ils ne sont plus simplement irrationnels, ils sont devenus fous !

Et Linda ? Elle est, logiquement, plus probablement caissière dans une banque : cela comprend en effet tous les autres cas de figure de la deuxième réponse, et d'autres encore.

Si vous vous êtes trompé, rassurez-vous : vous êtes comme quelque 90 % des gens, qui succombent à ce sophisme de la conjonction des probabilités. Un peu irrationnel, peut-être, mais pas fou…

**N. B.**

# Dilemme

**Haro sur la CGT** jugée trop gourmande par le Medef, l'État et même certains autres syndicats. En effet, dans le cas de Goodyear, elle a obstinément refusé les accords de réorganisation de la production et les suppressions d'emplois que proposait la direction de l'entreprise pour maintenir l'activité du site. Cette attitude jugée jusqu'auboutiste et dogmatique par les accusateurs en dit long sur la situation actuelle des syndicats.

L'époque n'est plus où les syndicats, dans un rapport de forces favorable, discutaient en toute transparence avec une direction sur des questions de salaires, de conditions de travail et d'emploi.

Le vent de la mondialisation se fait sentir et le rapport des forces s'est inversé. Le marché est mondial et en particulier celui du marché de la force de travail. Le capital se mondialise et on peut trouver ailleurs qu'en France une force de travail aussi compétente et à bon marché. Le chantage – car c'est bien de cela dont il s'agit – est simple : vous acceptez de nouvelles conditions de salaires, de travail et d'emploi ou on ferme le site.

De deux choses l'une : soit on accepte ce chantage, et on accepte définitivement les conditions du capital, soit on refuse le chantage. Dans les deux cas, c'est la catastrophe pour les salariés.

Dans le premier cas, la catastrophe est à long terme : le capital sera de plus en plus exigeant, la situation des salariés se dégradera peu à peu, au point que, finalement, l'entreprise disparaîtra.

Dans le deuxième cas, la catastrophe est à court terme : l'entreprise est immédiatement liquidée.

Quelle attitude prendre ?

Pour les politiques, la première solution est la meilleure : ils sauvent les apparences et jouent sur le temps (voir le discours de Montebourg).

Pour les syndicats : soit c'est la première solution pour « sauver, temporairement, les meubles », soit le refus du chantage… dans les deux cas, ils sont perdants.

La direction, elle, s'en fout ; elle liquide l'entreprise, récupère le capital et/ou s'installe ailleurs.

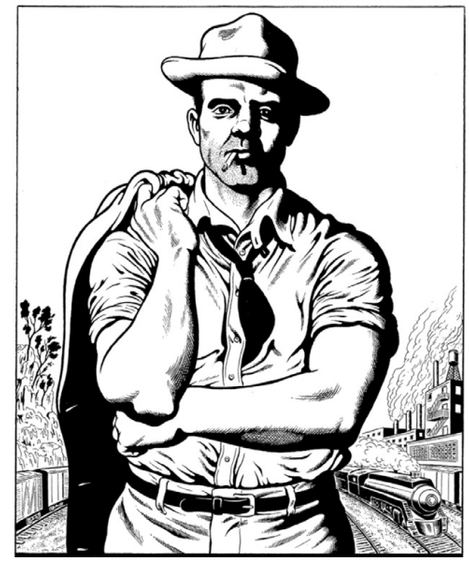
La CGT a-t-elle tort par son attitude ?

Oui, s'il s'agit de sauver les apparences, non, s'il s'agit de poser le vrai problème. La question, c'est que les syndicats, même la CGT, ne sont pas en mesure de dépasser la problématique de la remise en question du système marchand.

**Patrick Mignard**

*www.altermonde-sans-frontiere.com*

# Ils voudraient nous briser



***« Tous les journalistes sont des menteurs et des putes. Ils sont professionnellement obligés de mépriser leur travail, leurs organes, et de se mépriser eux-mêmes en permanence. »***

**Jean-Patrick Manchette**

*« Désormais, quand il y a une grève, on ne la voit pas. »* Ça, c'était en juillet 2008, sous Sarkozy. Aujourd'hui, en 2013, sous François Hollande, les choses ont quelque peu changé : les grèves, on les voit bien et on les redoute tant, d'ailleurs, que le ministère de l'Intérieur en vient à demander publiquement aux services de renseignements de la police de surveiller de près les usines plongées dans des mouvements sociaux pour garder un œil sur les éléments syndicalistes radicaux. C'est que le gouvernement n'aimerait pas à nouveau se confronter à la colère et à la rage légitimes du monde du travail. Et sans doute garde-t-il en tête le souvenir de certains hauts faits du syndicalisme de lutte des classes, comme, par exemple, ces grèves de la métallurgie de 1979 où les ouvriers, équipés de barre de fer et de billes de plomb, jouaient au base-ball ou au bowling avec les CRS. Et le gouvernement a raison de craindre pour sa peau, car la radicalisation est bel et bien en marche, du moins dans certaines entreprises, comme à la fonderie DMI où les salariés ont désormais recours à la bonne vieille méthode des bouteilles de gaz pour faire pression sur la direction. Si les politicards redoutent ces pratiques d'action directe, c'est avant tout parce qu'ils les savent profondément efficaces et qu'elles traduisent l'émergence, chez les travailleurs, d'une désillusion toute légitime vis-à-vis des procédés légaux et institutionnels de résolution des conflits qui, jusqu'à maintenant, ne mènent à rien, si ce n'est à la satisfaction des principaux souhaits du patronat.

Bref, les ex-RG (Renseignements généraux), devenus DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) vont donc désormais zoner dans les alentours des usines en grève, peut-être même assister à quelques assemblées générales, prendre quelques photos, manger quelques merguez… C'est là la seule réponse de l'État socialiste aux salariés victimes de plans sociaux à répétition : derrière les engagements hypocrites promis se cultivent les mêmes logiques de répression que sous la droite. D'autant que les tentatives de neutralisation du syndicalisme revendicatif ne se limitent pas à l'envoi de James Bond ratés aux abords des piquets de grève. Vendredi 1er février, deux grévistes de PSA Aulnay étaient convoqués par le commissariat de police de Bobigny suite à des plaintes déposées par des vigiles de l'usine, l'un pour s'être fait prendre ses papiers, l'autre pour avoir été bousculé. Mercredi 6 février, dans sa lettre d'information, la CGT écrivait : *« Comme les huissiers ne trouvent rien à constater, ils en sont réduits à aller porter plainte eux-mêmes… pour eux-mêmes. »*

De leur côté, les grands médias se font à nouveau les porte-parole de la bourgeoisie et du gouvernement. Sur France Info, par exemple, l'idiot utile de l'État Emmanuel Cugny n'a pu s'empêcher de nous faire partager ses brillantes analyses politiques et sociales : *« Quel est le rôle originel d'un syndicat si ce n'est de mobiliser, certes, mais aussi et surtout de canaliser le mécontentement, d'encadrer le mouvement et de calmer l'ardeur des plus fougueux. »* Pour s'informer davantage sur le *« rôle originel »* du syndicat, on le renverra à ses livres d'histoire et à quelques écrits autrement plus brillants que sa prose fade et servile (au choix, parmi les grands classiques maintes fois conseillés dans ces colonnes : *L'Action directe* d'Émile Pouget, *L'ABC syndicaliste* de Georges Yvetot, *Histoire des bourses du travail* de Fernand Pelloutier). Quant à France Inter, on retiendra l'émission de l'infâme Pascale Clark du mercredi 6 février à 9 h 10 et notamment ses pleurnicheries sur l'absence de journaux en kiosque : *« Encore une grève à Prestaliss, encore un coup du Livre CGT. Bonjour tristesse. Moi je veux des mains sales, des pages qui se tournent et se froissent, je veux des mises en page. Je veux de la vie. »* Encore la faute à ces salauds de grévistes, à ces voyous du syndicat du Livre et donc, bien sûr, en bon journaliste, pas un mot sur le plan de restructuration en cours à Prestaliss à l'origine du mouvement social. La greluche de la gauche bourgeoise de l'Hexagone voulait ses petits journaux pour salir ses petites mains blanches et lire… *« des brèves »* (un article, ce serait sans doute déjà trop lui demander) ! Et peu lui importe les 1 250 suppressions d'emplois prévues par la direction. Chez les enfants, on appelle ça un caprice ; chez les adultes, le cynisme. Le samedi suivant, France Inter remettra ça avec, cette fois, Christophe Barbier, qui inondera les ondes de ses geignements néolibéraux, tout bouleversé qu'il était de cette grève qui le privait, lui le grand journaliste, de ses petits journaux sans lesquels il n'aurait probablement rien à dire. Il nous ressortira la soupe habituelle : une CGT « passéiste », *« de mauvaise foi »*, une grève comparable à une prise d'otage, etc. Le discours du pouvoir, en somme, auquel la grande presse est depuis longtemps inféodée.

Côté syndical, les directions des centrales ne sont, pour l'heure, pas très loquaces et aucune d'entre elles n'a encore condamné la politique répressive du gouvernement à l'égard des luttes actuelles dans le monde du travail. Entre celles qui servent de béquille au gouvernement et celles – toutes ? – qui voient d'un mauvais œil tous ces syndicalistes de base épris de radicalité, gageons qu'elles resteront muettes ou qu'elles prendront la parole pour, à leur tour, stigmatiser les militants qui leur échappent. Mais, au fond, qu'importe ? Les syndicalistes ont-ils impérativement besoin du soutien affiché des directions (soutien qui est souvent synonyme de compromis et de négociations) pour organiser la résistance ? Non. Les luttes émergent des bases et doivent rester entre leurs mains, sans quoi les salariés prennent le risque de se voir confisquer leur combat par des individus aux intérêts bien différents des leurs. Que Bernard Thibault affiche sa solidarité, c'est bien, mais on s'en fout. Tout ce qui compte, c'est l'usine, le piquet de grève, les assemblées et les liens qu'on peut tisser avec d'autres luttes, d'autres boîtes, d'autres syndicats, toujours dans une démarche horizontale et unitaire, la seule réellement susceptible de servir les intérêts des travailleurs.

**Guillaume Goutte**
*Groupe Salvador-Segui*
*de la Fédération anarchiste*

## Brèves de combat

### Flashball de la mort

Un intérimaire belge d'ArcelorMittal âgé de 25 ans, blessé lors de la manifestation des métallos à Strasbourg, a perdu l'usage de son œil après avoir été touché par un tir de flashball. Gâchette par gâchette, canon par canon, nous détruirons tous les flashballs !

### Aulnay : solidarité

Dans l'usine PSA d'Aulnay, la direction est toujours plus disposée à la répression qu'à la négociation. Loin d'être intimidés, les grévistes cherchent toujours à élargir le front de la solidarité extérieure.

### Comment ça va les réacs ?

Les opposants au mariage gay se sont réunis devant l'Assemblée nationale, ils étaient également environ 15 000 à Versailles (que du beau linge !). Tous ravis de la déclaration du député divers gauche de Martinique, Bruno Nestor Azérot, qui a dit à la tribune de l'hémicycle son opposition au mariage homosexuel. Il a fait son « *outing* » homophobe devant ses collègues, quel courage !

### Albion marie les gays !

Ça y est ! Les députés britanniques ont voté pour le projet de loi autorisant le mariage homosexuel. Il doit maintenant passer par la Chambre des Lords. Le projet est très critiqué par les conservateurs et défendu par les libéraux démocrates et les travaillistes. Il prévoit de permettre à des couples de même sexe de se marier

# Météo syndicale

*« Ils ont avancé des mots* d'ordre *dangereux. Ils ont transformé les principes démocratiques en fétiches. Ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature même si cette dictature entre momentanément en conflit avec l'humeur changeante de la démocratie ouvrière ! »* Ah, diable, palsembleu et cornegidouille, qui a déclamé de tels propos et au sujet de quoi ? Ben, tout simplement Léon Trotski sur l'opposition ouvrière et de sa position sur l'insurrection de Kronstadt. Première épine sérieuse dans le pied du totalitarisme bolchévique, l'Opposition ouvrière [1] était condamnée par les instances politiques comme « *déviation anarchosyndicaliste* ». On vous épargnera, aujourd'hui, ce qui était écrit sur les anarchistes en général et les anarchosyndicalistes en particulier.

Pourquoi revenir, une fois de plus, sur des faits, des déclarations qui appartiennent au passé du mouvement révolutionnaire ? Pas seulement pour taper sur le clou de l'antiléninisme, mais pour mettre en lumière ce qui est dans l'esprit de maintes oppositions syndicales de tout bord. Et, dans l'actualité politique, pour jeter un œil sur ce qui se débat au congrès du Parti communiste français. On ne jouera pas les tireurs d'ambulances, mais la militance qui se reconnaît encore dans le PCF.

Le Parti communiste français sait-il encore d'où il parle ? On reste un peu (sic) circonspect devant les déclarations de nouveaux adhérents déclarant avoir rejoint les rangs de Colonel-Fabien parce que les communistes défendent l'égalité et les mêmes droits pour toutes et tous, la mise en commun, le partage… point de projet de nouvelle société ? Sans parler de la prise du Palais d'hiver [2] !

Il est certes juste de critiquer l'évolution idéologique du Parti socialiste, mais pourquoi emprunter les mêmes chemins ? On comprend mieux, que dans les diverses arborescences de l'opposition interne à la CGT, il y ait tant de déçus du Parti se rappelant soudain un lointain ancêtre anarchosyndicaliste…

Pour les perspectives actuelles d'un renouveau syndicaliste, l'avenir reste bien sombre. Les médias volent au secours de la social-démocratie ambiante et criminalisent toute démarche syndicale qui ne marche pas dans les clous. À Goodyear comme ailleurs, ils et elles en savent quelque chose. On y reviendra, en attendant ne lâchez rien !

**Jean-Pierre Germain**
*groupe Salvador-Segui*
*de la Fédération anarchiste*

1. Cité par Maurice Britton dans « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier », in *Autogestion et socialisme*, n° 24-25, 1973. N'oublions pas le dernier ouvrage d'Alexandre Skirda *Kronstadt 1921 – Prolétariat contre dictature communiste*.

2. Dans les années 1970, au temps du Programme commun, les militantes et militants du PC pouvaient se vanter de « *plumer la volaille socialiste* ». Le PS était souvent réduit à un rassemblement de notables incapable de fournir des équipes de colleurs d'affiches ! Des dizaines d'années après ces temps héroïques on penserait que le « *fabriquons français* » a fait des ravages.

## PAVÉ D'ANAR avec SABIA et MAZOCH — KROKAGA

# Les grenouilles en goguette

Manifestation du droit au mariage pour tous du 27 janvier à Paris. Photo, Daniel Maunoury.

**Ça valait le voyage,** comme on dit dans le guide Michelin.

Passant par hasard devant l'Assemblée nationale ce mardi 29 janvier au soir, mon regard fut attiré par une drôle de troupe massée sur la place adjacente Édouard-Herriot. Quelques dizaines de personnes, dont certaines à genoux, se prosternaient comme des illuminés devant une crèche. Conforté dans cette idée par le décor composé d'une statue, une statue de la Vierge Marie, d'un tableau de la sainte Famille et d'une grande croix en bois, je me dis : « *Tiens, ils tournent un film sur les anti-IVG de SOS tout-petit, allons y regarder de plus prêt.* » Et bien, pas du tout. On aurait pu en effet les prendre pour des doublures de cinéma (si les assistants de plateau n'avaient pas plus ressemblé à des robocops qu'à des intermittents du spectacle), mais pourtant ces catholiques intégristes-là se concentraient sur une cause non pas tout à fait différente, mais plutôt quasi similaire. Intrigué, j'acceptais avec une feinte nonchalance un de leur tract. Il s'agissait en fait d'un appel lancé par l'Institut Civitas à venir prier, tenez-vous bien, chers lecteurs mécréants, « *contre les forces du mal* ». Mais quelles étaient ces dernières ? Je lus, plus loin dans le texte, qu'étaient visés les élus favorables au projet de loi de mariage pour tous, dont l'examen commençait ce même jour au palais Bourbon. Des jeunes, des vieux, des hommes, des femmes (mais pas de trans, ni d'accordéons, ni d'aveugles…) brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « *Le mariage, un homme, une femme* », ou encore : « *Oui à la famille, non à l'homofolie* ». Au signal du grand maître de cérémonie, tout ce beau monde se retrouve à genoux (sauf les culs-de-jatte, bien entendu). Je ne peux contenir un salvateur éclat de rire alors que certains prieurs, surpris par la pluie, enfilent des sacs plastiques sur leur pieux visage, comme on enfile des préservatifs sur des glands impurs… Ils ont l'air fin, avec leurs capotes sur la tête, leurs « *Priez pour nous pauvres pécheurs* » et autres « *Ainsi soit-il. Alléluia !* » on dirait des caricatures. Heureusement, les prières de ces comiques troupiers sont interrompues régulièrement par les discours haineux de l'abbé Beauvais, le bien nommé prieur de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et les harangues de l'abbé Régis de Cacqueray de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X en France – à faire trembler de peur les petits nenfants – où il était question de « *l'affranchissement des lois de la nature qui mène plus sûrement au suicide* » et de ces « *personnes de même sexe dont on sait bien qu'elles assouvissent leurs passions avec des partenaires multiples dans des atmosphères souvent orgiaques et insupportables* ». Pire que les pires scènes du *Satyricon* de Fellini, de *Salo* ou des *Cent-Vingt Journées de Sodome* de Pasolini.

Tandis que je prends connaissance de ces impuretés, c'est le moment que choisissent plusieurs députés du parti de la débauche (le PS) pour venir demander des comptes à la chaussée sur « *la présence illicite d'une organisation d'extrême droite qui appelle à la haine* » ; mais nos bons CRS leur barrent le passage et nos bons élus les menacent de demander des comptes au préfet de Paris. Ils promettent même de lui écrire.

Qu'ils restent bien devant leur téléphone, car le préfet ne va sans doute pas tarder à les rappeler avec des excuses bidon ; une fois de plus l'affaire sera classée dans les banettes « *divers* » de nos chères institutions.

Fiers de leur courage, les députés retournent alors à leurs affaires et les intégristes à leurs prières.

Banalisation du fanatisme ordinaire.

**Patrick Schindler**
*Groupe Claaaaaash*
*de la Fédération anarchiste*

civilement et laisse le choix de célébrer ou non des unions homosexuelles religieuses selon les confessions. L'Église anglicane, majoritaire dans le pays, considère ces célébrations illégitimes !

### Homophobie, ce n'est pas gagné

Un couple formé de deux hommes met 48 % des hommes interrogés « *mal à l'aise* », selon un sondage Ifop, contre 38 % pour un couple de femmes. L'éternel fantasme des hommes hétéros sur les amours lesbiennes. Mais attention, cela peut être risqué parfois !

### Homophobie toujours

Eva Joly a été mise en examen pour diffamation envers Christian Vanneste, ex-député UMP du Nord qui avait qualifié de « *légende* » la déportation des homosexuels en France lors de la Seconde Guerre mondiale. Joly avait considéré que ces propos relevaient du négationnisme. Mais pendant ce temps, ce « crétin du Nord » continue à nuire grave aux personnes dites « différentes » !

### Une salle de shoot, enfin !

Moins borné que le précédent gouvernement sur la question, le nouveau président « normal » vient d'autoriser la mise en place d'une salle de shoot expérimentale destinée à lutter contre la mortalité et l'exclusion des toxicomanes précarisés. Depuis le temps qu'on se battait pour ça !

# Chronique néphrétique

## Post-hits (4)

« *Contre la pulsion de mort* et la loi de la vengeance, passion triste à souhait, le postanarchisme instaure le règne de la pulsion de vie, il veut la loi de la plus grande jubilation du plus grand nombre. Que faut-il conserver après l'exercice de ce droit d'inventaire ? » Suivent, dans le dernier livre de Michel Onfray, deux pages de leçons, construites ainsi et parmi lesquelles : « [...] Leçon de Louise Michel : expérimenter la justice comme une viscéralité motrice de la pensée et de l'action. Leçon de Fourier : construire des microcommunautés libertaires, édifier des phalanstères postmodernes conçus comme autant de laboratoires qui permettraient aux anarchistes (selon l'excellente formule de Bergson) "de penser en homme d'action et d'agir en homme de pensée" afin de ne pas se contenter du kantisme de la pureté de l'idéal jamais sali par l'action concrète. [...] Leçon de Zo d'Axa : être anarchiste en dehors de l'anarchie. [...] Leçon de Makhno : construire l'indispensable discipline par l'accord tacite et le libre consentement. [...] Leçon de Louis Lecoin : mener une vie anarchiste sur le principe multiséculaire du "mener une vie philosophique" des penseurs gréco-romains ».

Puiser dans le corpus classique des théoriciens anarchistes, se débarrasser des scories (terrorisme, bande à Bonnot), des réponses datées, oui. Regarder ailleurs, chez des gens, penseurs, militants, créateurs d'alternatives qui ne se revendiquent pas de l'anarchie, évidemment. Et il y en a bien d'autres, nouveaux, que ceux (Foucault, Bourdieu, Deleuze, Guattari, etc.) cités par Onfray !

Sous-titré *Le Principe de Gulliver*, le livre de Michel Onfray s'achève presque avec la phrase de la Boétie : « *Soyez résolus de ne plus servir et vous voilà libres.* » [c'est le point de départ du livre *Crack capitalism* de John Holloway.] « *Plus de grand soir mythique, plus d'avant-garde éclairée du prolétariat [...] la libération advient parce qu'on refuse de donner au pouvoir ce qu'on lui donne habituellement pour être.* » Et dans la foulée : « *La macropolitique a échoué lamentablement [...] La fin de la macropolitique débouche sur l'avènement de la micropolitique, la vérité du postanarchisme. Je nomme "principe de Gulliver" cette logique nouvelle, plus modeste, plus humble, moins clinquante, mais qui en finit avec le modèle messianique et religieux. Elle ne se trouve pas moins efficace, malgré la quasi-invisibilité et le caractère antispectaculaire des actions libertaires et des agissements anarchistes micrologiques* ».

Pas d'accord. Ce n'est pas parce que la macropolitique marxiste a engendré « *les camps, les persécutions, la suspicion généralisée* » que nous ne devons pas prendre de la hauteur et penser « macro ». L'économie, la politique, les choix stratégiques de nos ennemis ne sont pas « microscopiques ». Ils s'établissent, avec quelques coups d'avance, à l'échelle nationale, continentale, mondiale. Et nous devrions viser petit ? Que nous ne méprisions pas les expériences locales, oui. Que nous en tirions des leçons et les propagions, d'accord. Que les alternatives naissent à petite échelle, on peut le concevoir, mais en aucune façon il ne s'agit de théoriser cette minimisation des buts et des moyens. Ce serait intérioriser le recul, le repli, le manque d'ambition. Notre problème est au contraire de nous adresser à tous avec un discours, des faits, des expérimentations, des revendications qui bouleversent le champ politique à très grande échelle. Et qui modifient ainsi le rapport de force en « *ôtant à l'ennemi* » le soutien de millions d'individus. On en revient à l'idée d'une propag… ation des idées qui ne ressemble pas à une propagande. Camarades lilliputiens, attention de ne pas rester des nains de jardin ! Gentiment posés dans la plate-bande, histoire de donner un peu de relief et de couleurs à la triste pelouse. Et ce ne sont pas banderoles agitées et slogans dans les mégaphones qui suffisent à modifier la donne. Là, Onfray a raison je pense. Trop de négativité, de jeu de rôle, de caricature de nous-même.

À ce propos, lire l'article féroce de Thomas Frank paru dans *le Monde diplomatique* de janvier 2013 : « *Occuper Wall Street* » a occupé… un jardin public (!) et les médias pendant un temps. On peut reconnaître l'intérêt de mouvements qui popularisent une opposition au système, qui mettent en avant des fonctionnements plus démocratiques dans les luttes, sans glorifier le squatt du tourniquet, idéaliser la prise de la cage à poules ou la transformation du bac à sable en territoire autonome… Article qui dessine un parallèle entre les discours d'« Occuper WS » et le *Tea party*. Vous savez, ce « libéral libertaire » qui nous colle aux basques et auquel il nous faudra bien sérieusement répondre… Ah ! Nous vivons une post-histoire post-humaine formidable…

Post-scriptum :

*Cette chanson-là n'est pas posthume mais avec toutes ses apostrophes*

*J'vais postuler à la postcure, j'vais postuler à la postcure !*

*Je ne prends pas d'posture postiche, je montre pas mon postérieur,*

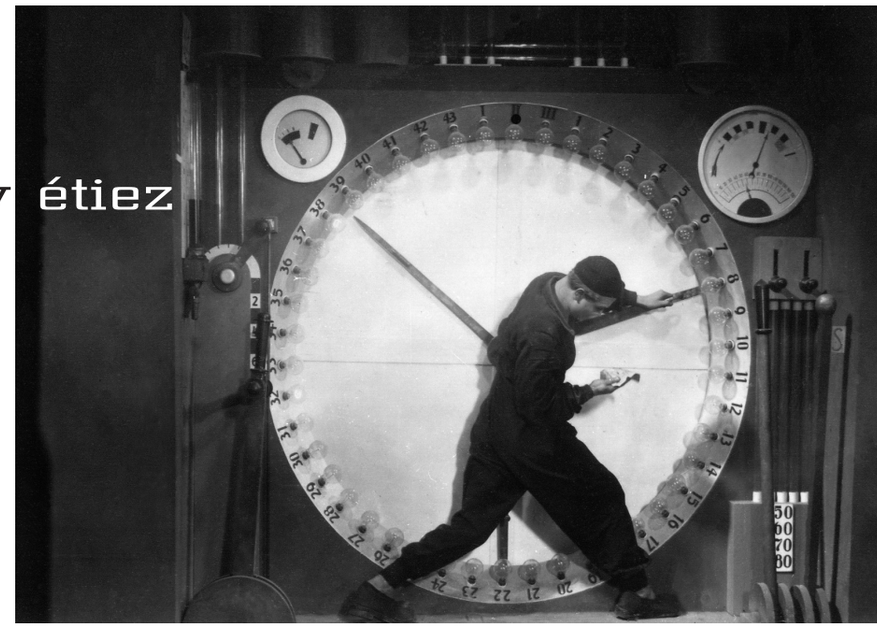
*Lorsque je chante je postillonne… En avant pour la postérité !*

*C'est une petite chanson postmoderne post-moderne*
*Pour les petits enfants ! postmoderne petite chanson ! »*

**Rodkol**
*rodkol@netcourrier.com*

# PSA

## comme si vous y étiez (suite)



Silien Larios

**L'objectif de la minorité** gréviste est toujours tenu : production toujours quasi bloquée. Pour contrer cet état de fait, la direction de PSA a cherché à présenter les ouvriers en lutte d'Aulnay-sous-Bois comme des « voyous » qui terrorisent la maîtrise et les non-grévistes. Oubliant bien au passage d'indiquer que, côté cour, dans un courrier individuel en date du 24 janvier adressé à l'ensemble du personnel, elle prenait soin de préciser : *« Parmi ces grévistes, une minorité a entravé la production… »*

Depuis le début des hostilités, elle emploie des termes forts pour s'autoblanchir d'une situation paroxystique qu'elle a elle-même créée et continue d'entretenir. La réalité est plus prosaïque : les non-grévistes ont moins peur de l'agressivité des grévistes que du manque de ressources qu'entraîne la perte du salaire.

La seule minorité qui cherche à entraver quelque chose, c'est la direction de PSA ; pour preuve : malgré la difficulté à trouver environ 200 cadres de divers coins de la France pour redémarrer les chaînes après sa semaine de lock-out, le *statu quo* persiste. Pendant la semaine d'arrêt, elle n'a même pas réussi à entraver la grève. Plus de 200 grévistes ont continué la lutte à l'UL CGT d'Aulnay-sous-Bois et poursuivi leurs actions, comme aller voir les ouvriers de Renault Flins ou collecter de l'argent dans les péages pour remplir la caisse de grève.

Ils ne sont pas fiers ceux qui ont accepté de venir faire ce sale boulot lorsque les ouvriers les interpellent : *« Tu viens gagner de l'argent pendant que nous on risque de perdre notre travail ! Tu diras ça à tes enfants ! »* Ils ne trouvent rien à répondre. Les grévistes passent également du temps à discuter avec les vigiles des sociétés privées placés aux portes d'entrée de l'usine. Le plus gros travail reste malgré tout de chercher à convaincre les non-grévistes. À la reprise, ces derniers sont restés chez eux ou étaient pratiquement invisibles, confinés dans les salles de repos par les chefs. Malgré les calembredaines de la direction les journalistes présents n'ont pu constater aucune dégradation.

Après cette incursion dans l'actualité, je fais à nouveau un saut en arrière dans le temps, vous ramenant à quelques encablures des grandes vacances. Ces points de vue d'ouvriers saisis à la volée restituent mieux qu'un discours le contexte de l'époque : *« Les syndicats nous font marcher, en faisant croire qu'on prend les décisions ! Nous sommes en Enfer, l'infirmerie ne désemplit pas de déprimés, certains se mettent en accident de travail, d'ici à ce qu'il y ait des suicides ! »* Des cyniques disent même : *« Ça nous arrangerait bien, ça foutrait dans la merde la direction d'Aulnay-sous-Bois ! Le désespoir va loin à l'heure actuelle ! »* Pour manipuler la foule, un militant de Lutte ouvrière raconte dans les réunions du comité de grève : *« Nous avons la mainmise, la production tourne vitesse escargot ! »* La gueule qu'il tire après cette réplique : *« Ça doit être un escargot avec turbo ! »*

En effet, la production est bien repartie. Au briefing, j'attaque le chef d'entrée : *« Pas longtemps que vous mettez pour remettre en cause vos belles promesses comme quoi le rapport humain, le dialogue sont privilégiés rapport à la production ! »*

Une fois de plus, ce 25 juillet, nous voilà tous avenue de la Grande-Armée à Paris. Ainsi en ont décidé les trotskistes via leur comité de grève. Au final, 200 personnes mobilisées : c'est un échec. Comme à son habitude, Lutte ouvrière a suivi le plan élaboré avec son chef sans écouter les remarques des ouvriers qui voulaient rester dans l'usine… La catastrophe est évitée par les Bretons de l'usine de Rennes venus en nombre. Ils ont la pêche, eux ! Ils bloquent leur usine, eux, quand ils se déplacent ! Alors que nous, on fait toujours des voitures. Un comble, notre usine ferme et c'est un syndicat réformiste qui ramène le gros des troupes ! Je suis bien d'accord avec l'ouvrier

qui me donne son impression : « *La mayonnaise prend toujours pas, pour qu'elle prenne la mayonnaise faudrait un déclic chez les hésitants ou quelques-uns pour battre les œufs !* »

Le déclic pourrait venir du dernier briefing fait par les chefs avant les cinq semaines de vacances d'été. Dès le début de cette réunion, je sors : « *Si tu bouge pas, t'auras que des cacahuètes ! La préretraite, c'est finish ! Vous allez droit vers la misère aménagée !* » Comme ils rient ceux qui entendent ça ; mais après avoir entendu les dires du chef qui confirment que les mesures proposées par la direction centrale ne prévoient pas plus pour les anciens, ils ne rient plus du tout. Ils voient bien que la direction donne à peine quelques milliers d'euros. Avec des collègues, nous étions convenus de ne rien dire à cette réunion pour que les anciens s'expriment : « *Nous allons voir ce qu'ils ont dans le ventre !* » Des vieux ont causé : « *Si les syndicats signent cet accord pour le plan social, on a que ça ?* » Un silence de mort règne dans la salle. L'acquiescement du chef confirme définitivement que les vieux qui croyaient partir du fait de leur ancienneté avec 50 000-60 000 euros n'auront rien. Ils en restent glacés, bouche bée, sans paroles qu'ils sont les vieux. Il n'y a pas si longtemps encore, ils nous riaient bien au nez quand on débrayait, nous lançant : « *On s'en fout, nous aurons bientôt la retraite !* » Mais y'a pas que les vieux qui tombent de haut. Comble du ridicule, les jeunes qui coulent nos grèves se saoulent la gueule après le repas pour oublier leurs tourments. Le chef vient les voir pour qu'ils reprennent le taf. « *On est en grève* », répond un des jeunes. Il s'improvise leader de lutte avec quelques grammes dans le sang. Avant ça, il m'avait demandé : « *T'es délégué, pourquoi t'a rien dit ?* » « *Les concernés doivent aussi s'exprimer* », que j'avais répondu. « *Ils s'expriment bien les concernés à présent* », me dit un pote, poursuivant non sans ironie : « *Qu'ils s'expriment, c'est un début ! Les voila affichés à présent, le monde à l'envers ! À notre tour de profiter de leur grève pendant qu'on travaille, la chaîne va pas tarder à s'arrêter !* » En effet, elle s'arrête, la chaîne. Nous bullons tous ainsi en attendant les vacances.

Grâce à la grève improvisée pour leur permettre de décuver. Nous nous balançons quelques réflexions avant de partir décompresser cinq semaines : « *La mayonnaise doit prendre d'entrée après les congés, sinon, c'est foutu ! On verra au retour des vacances, s'ils ont des couilles à jeun !* »

Malheureusement, beaucoup ne partiront pas en vacances cet été ! Ils auront l'occasion, en restant cinq semaines dans leurs cités avec femmes et enfants, de réfléchir autour d'un Ricard à la vérité des prix donnés par les chefs dans les briefings ! Si ça réagit pas tout de suite, la direction nous mettra devant le fait accompli des mauvais coups qu'elle nous aura préparés ! J'interromps là mes évocations. Pour savoir ce qui est arrivé au retour des congés et la tournure de la grève actuelle, suite au prochain numéro. **S. L.**

## Chronique de l'obscurantisme

# Le djihad, la tolérance et nous…

« Like everydays série » de Shadafarin Ghadirian.

**On parle beaucoup** de l'islam radical en ce moment. Que ce soit en France ou ailleurs, au Mali en particulier. Ici et là, c'est bien différent. Cependant un peu partout, si l'islam est relativement peu organisé en tant que tel. Les radicaux, eux, sont organisés. Et on peut bien comprendre que s'ils progressent, s'ils convainquent, s'ils font de nouveaux disciples ici, s'ils gagnent des territoires là, c'est précisément parce qu'ils sont organisés. Et ils ont un projet politique : la soumission pour tous, en commençant par les femmes. Cela étant, évitons un point de vue trop schématique…

Pour ce qui est du schématisme, les médias nous ont montré une opération de communication édifiante : le ministre de l'Intérieur en visite au mémorial de la shoah de Drancy, où se trouvaient alors « plusieurs dizaines d'imams »… Tout ça pour nous dire que tout le monde prône la tolérance et c'est seulement des méchants qui veulent détruire Tombouctou, et que les autres religieux sont tolérants, eux ! Il faut être bien naïf pour y croire. Comment faire confiance aux religions pour avoir la paix ? Des millénaires d'histoire religieuse prouvent le contraire.

Si la plupart des musulmans n'ont pas envie d'une charia archaïque telle que l'appliquent les groupes islamistes, les imams les plus écoutés au Mali se contentent de la langue de bois pour se distinguer des fous furieux qui terrorisent la population (pourtant musulmane) au nord du pays. Ils trouvent par exemple que la charia ne doit pas être exécutée comme elle l'est en place publique. Ne faut-il pas comprendre que si l'on tranche les mains à l'hôpital il n'y a plus de problème ? Et les couples non mariés, on les fouettera dans l'arrière-salle du poste de police ? Sans parler du caractère expéditif de la justice… On voit bien qu'il y a diverses interprétations du Coran, mais il y a aussi des rapports de forces qui font à un moment ou un autre pencher pour telle ou telle interprétation.

Bien sûr, il y a dans ce conflit des enjeux autres – démonstration pour des ventes d'armements, intérêts économiques locaux, etc. ; on peut aussi ne pas oublier que Ben Laden a d'abord été armé par les États-Unis, que les salafistes du Mali et d'ailleurs ont été armés par Khadafi bien avant sa fin pathétique ou encore par l'Arabie saoudite avec laquelle il faut bien sûr rester ami compte tenu de son influence sur le pris du pétrole, etc. – il n'empêche que le danger totalitaire gagnait du territoire depuis un an avec une facilité qui pose question, mais la situation concrète vécue quotidiennement par les Maliens pouvait-elle se régler pacifiquement ? Les anarchistes ont déjà eu affaire à des conflits par le passé. Face au franquisme soutenu par une Église qu'on dirait aujourd'hui « tradi », les libertaires, assez nombreux, ont jugé préférable de faire la révolution. Plus tard, face au nazisme, moins fringants, certains optèrent pour la résistance, d'autres, plus naïfs, pour le pacifisme. Les temps ont changé : les armées sont professionnelles, les armements sophistiqués et l'appel à la désertion d'autrefois ne serait certainement pas plus efficace aujourd'hui qu'hier. La distance et le nombre des libertaires organisés sur place nous imposent une certaine modestie dans une prise de position ici. Mais ne soyons jamais dupes !

**Le Furet**

# L'abolition de la prison

Jacques Lesage de La Haye

**À travers l'histoire,** beaucoup de sociétés ont traité la déviance, la délinquance et la criminalité sans recourir à la prison. C'est le cas, en particulier, chez les Indiens d'Amérique, les Kanaks et une bonne partie des Africains.

En Occident, par contre, l'enfermement a très tôt été utilisé contre ceux qui ne respectaient pas les lois. Le but était de punir les contrevenants, servir d'exemple et dissuader les «honnêtes gens». La lente évolution de l'intelligence humaine n'a rien trouvé d'autre pour inciter au respect de la loi que les supplices, les exécutions capitales, l'incarcération et le bannissement.

La torture existe toujours. Le combat contre la peine de mort est loin d'être terminé. Le bannissement réapparaît sous diverses formes, ne serait-ce que sous celle de la double peine prétenduement abolie et du retour des sans-papiers par charters ou par bateaux. La prison prospère dans la société capitaliste et s'exporte tel un impérialisme honteux dans les pays en voie d'émergence. Cela crée encore parfois des situations aberrantes, en Kanaky (Nouvelle-Calédonie), par exemple, où des jeunes des tribus, ayant eu à faire à la justice coutumière, sont traduits, en plus, devant le tribunal métropolitain et se retrouvent en prison.

Pourtant, depuis la Révolution française, l'hôpital psychiatrique et la prison ont été séparés. À l'asile sont envoyés les malades mentaux, en prison les délinquants et les criminels. Mais l'histoire repart en marche arrière à la fin du XX$^{e}$ siècle. Le fou retourne dans l'espace carcéral, où il est mêlé avec le voleur ou le violeur. L'argument selon lequel, bien que schizophrène, il est accessible à une peine de prison devient presque un leitmotiv. La plus grande confusion règne.

Des voix s'élèvent de partout pour critiquer l'enfermement. Il n'est ni pédagogique, ni thérapeutique. Au contraire, il aggrave le problème posé au départ par le délinquant ou le malade mental. Aux handicaps psychologiques, sociaux, économiques, culturels, religieux et politiques il ajoute la haine, le désespoir, le désir de vengeance et la folie. Plus personne ne peut l'ignorer. Le cri des opprimés a franchi les murs. À force de révoltes, de mutineries, de refus de plateaux, de grèves de la faim et de combats juridiques, les détenus ont fait entendre leurs revendications. Des radios, des journaux, des mouvements militants, tels le Comité d'action des prisonniers (CAP) ou l'Association syndicale des prisonniers de France (ASPF), ont fracassé la loi du silence et le barrage des médias.

## L'avis de chercheurs

Dès 1764, Cesare Bonnesana Beccaria plaide pour l'abolition de la torture et de la peine de mort. Deux siècles plus tard, Michel Foucault publie, en 1975, *Surveiller et punir*. Il y écrit notamment, après toute une démonstration sur la transformation de la société en organisatrice du contrôle et de la sanction : « *Au milieu de tous ces dispositifs de normalisation qui se resserrent, la spécificité de la prison et son rôle de joint perdent de leur raison d'être.* »

Or, deux ans plus tard, le psychologue Nord-Américain Dennie Briggs fait paraître en France *Fermer les prisons*. Avec le sociologue Douglas Grant, il a créé le « Projet de développement des nouvelles carrières », en 1965, dans l'État du Massachusetts. Mille jeunes détenus sont sortis de la prison pour mineurs. Les organisateurs de l'alternative les répartissent, en chiffres à peu près égaux, dans des foyers de semi-liberté, des foyers ouverts et des familles d'accueil.

45 % de ces délinquants récidivaient, lorsqu'ils étaient passés par la prison. Globalement, seulement 15% de leurs homologues, après les expériences proposées par les « nouvelles carrières », retournaient en prison ! Cette expérience permet à Dennie Briggs de conclure son livre par une image éloquente : « *Deux cents fonctionnaires toujours de service dans les prisons vides du Massachusetts.* »

Rappelons que, en 1985, la sociologue Catherine Baker a prononcé au congrès d'Amsterdam du mouvement abolitionniste des prisons une conférence intitulée « L'abolition des prisons ». Dans la brochure reproduisant son allocution, publiée aux Éditions du Ravin bleu, elle affirme haut et fort : « *Nous voulons détruire la prison à la fois parce que la société où nous sommes est une prison et parce que la prison où nous ne sommes pas est une société.* »

L'idée abolitionniste poursuit son chemin. Et le généticien Albert Jacquard pose à son tour la question, avec un livre intitulé *Un monde sans prison ?* Il y aborde les questions clefs, l'histoire de l'humanité, les sociétés, la violence, les peines, la justice et la prison. Sa conclusion confirme l'analyse de tous les intervenants sérieux du monde carcéral : « *L'enfermement accroît le taux de récidive et coûte à la société bien plus qu'il n'apporte.* »

Un autre grand théoricien, Alain Brossat, professeur de philosophie à l'université de Paris-VIII, apporte sa contribution à ce débat dans *Pour en finir avec la prison*. Dépassant la contradiction entre la sécurité et l'humanisation des prisons, il s'inscrit dans une perspective éthique incontournable : « *Il ne se passera pas longtemps avant que la prison apparaisse aux yeux des vivants comme le signe irrécusable de l'état de brutalité, d'arriération des mœurs et des sensibilités dans lequel vivait l'humanité au XX^e^ siècle, et encore au début du XXI^e^.* »

## Militants et expériences concluantes

En 1966 naissent les Black Panthers, aux États-Unis. Son représentant le plus connu, Mumia Abu Jamal, résiste dans les geôles nord-américaines depuis 1981, dont trente ans dans les couloirs de la mort. Nous devons aussi évoquer Angela Davis, historiquement proche des Black Panthers. Militante communiste, elle a beaucoup combattu et a connu des années d'enfermement. Devenue professeur d'université en Californie, elle bénéficie d'une immense reconnaissance internationale. Son expérience carcérale et sa profonde réflexion politique l'ont amenée à publier, en 2003, *Are prisons obsolete ?*

Très marquée par sa culture antiraciste et anti-esclavagiste, elle va bien au-delà de la simple abolition de la prison : « *Plutôt, posant comme postulat la désincarcération en tant que stratégie unanime, nous essaierons d'imaginer un continuum d'alternatives à l'emprisonnement – démilitarisation des écoles, revitalisation de l'éducation à tous les niveaux, un système de santé qui fournirait des soins gratuits à tous, physiques et psychiatriques, et un système judiciaire fondé sur la réparation et la réconciliation et non pas sur la rétribution et la vengeance.* »

Justement, Louk Hulsman, juriste hollandais, préconise, dans *Peines perdues*, de remplacer la condamnation à la prison par une médiation entre la victime et le délinquant. Nous nous orientons de plus en plus vers les idées d'alternatives chères à Angela Davis.

Parmi les expériences postérieures à celle de Dennie Briggs et Douglas Grant, nous pouvons citer celle de Duccio Scatolero qui, au cours des années 1980, a permis de vider quasi complètement la prison de Turin, en Italie. Ayant réussi à mobiliser 2 000 habitants de la ville, il a, dans un premier temps, initié la mise en place à la maison d'arrêt d'ateliers de formation : cuisine, boulangerie, boucherie, mécanique, etc.

Dans un deuxième temps, une fois les jeunes détenus formés, il a demandé aux artisans de les embaucher dans leurs propres commerces ou chez d'autres artisans. Cela a entraîné, au bout de quelques années, le départ de pratiquement tous les détenus. Le bâtiment de cent détenus n'en contenait plus que huit. Le directeur a conclu sur le mode humoristique : « *Monsieur Scatolero, vous m'avez volé ma prison !* »

À la fin des années 1980, un groupe d'éducateurs de La sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de Saint-Étienne s'installe dans une ferme, Laplanche, à Champoly, entre Saint-Étienne et Le Puy. Des mineurs viennent y travailler, au lieu d'aller en prison. Lorsque l'expérience s'arrête, au début des années 2000, les résultats sont éloquents. Sur la population pénale antérieure à Laplanche, les jeunes récidivent à 50 %, ce qui est dans la moyenne nationale. Ceux qui sont passés par la ferme de Champoly n'ont rechuté qu'à 22 %.

Les exemples ne s'arrêtent pas là. Signalons l'Association nivernaise d'aide à la réinsertion (Anar), qui poursuit une aventure similaire depuis une dizaine d'années. Elle est

sans doute encore un peu trop récente pour offrir des comparaisons statistiques significatives. Mais elle est partie sur des bases qui présentent des données tout à fait similaires.

Nous terminerons la liste des exemples à verser comme pièces au dossier de l'abolition de la prison par la prison ouverte de l'île de Bastoy, en Norvège. Elle reçoit 150 détenus. Ils habitent Bastoy, mais ils se rendent en ferry à Oslo pour travailler. Notons, par ailleurs, que, dans les pays scandinaves, 20% à 30 % de la population carcérale vit dans des prisons ouvertes.

Le salaire est le même que dans le reste de la société. Les prisonniers sont assujettis à l'impôt sur le revenu. Ils remboursent les victimes. Ils ont la possibilité d'envoyer de l'argent à leur famille, sans se ruiner, comme c'est le cas dans la majorité des prisons européennes. Tous les détenus peuvent accéder à la culture. La scolarisation est tellement poussée qu'il n'y a pas d'illettrés. La formation des surveillants inclut deux années à l'université.

L'établissement coûte beaucoup moins cher que les prisons traditionnelles.

La récidive – 16 % à Bastoy contre 30 % en Suède, 50 % en France toutes catégories confondues et 63 % sans aménagement de peines et, surtout, 66 % aux États-Unis – y est tellement plus basse qu'ailleurs qu'elle démontre l'importance qu'il y aurait à respecter les droits de l'homme en prison.

## Justice réparatrice et fin des prisons

Dans la perspective de la médiation théorisée par Louk Hulsman, nous pouvons rappeler que Robert Cario et Denis Salas ont conceptualisé, en France, la justice restauratrice. Robert Cario pratique les rencontres entre détenus et victimes. De même, Stéphane Jacquot a créé l'Association nationale de justice réparatrice, qui fonctionne sur les mêmes principes.

Le chanteur Julos Beaucarne, dans les années 1970, a tenu à rencontrer celui qui avait assassiné sa femme, afin de lui dire le mal qu'il avait fait à cette dernière, en la privant de la vie, et à lui-même, en lui enlevant sa femme. Il s'est ensuite battu pour qu'il ne soit pas condamné à mort. En 2005, Jean-Paul et Marie-Cécile Chenu ont tenu à correspondre avec les trois jeunes néonazis qui s'étaient acharnés à coups de pieds sur le visage de leur fils François, à Reims, en septembre 2002, et qui l'avaient jeté dans un lac, encore vivant… parce qu'il était homosexuel. Bien qu'emprisonné, l'un d'entre eux a accepté, ce qui a fini par créer entre eux trois une relation véritablement réparatrice.

La convergence de toutes ces prises de conscience anticipe l'abolition de la prison. C'est l'absence de pensées qui pérennise l'enfermement comme solution au crime et au délit. Les murs ne sont rien d'autre que la pétrification de la pensée.

L'humanisation de la question judiciaire passe par la reconnaissance des émotions et des sentiments. Cela évite la stigmatisation et le jugement. Elle inclut également la prise en compte des facteurs sociaux, économiques et politiques. L'acte, violent ou non, qui fonde les statuts de victime et de délinquant ne constitue pas l'instauration d'identités fixées définitivement. Il importe de le dynamiser par la médiation entre la victime et l'auteur. Et cette rencontre qui entraîne forcément apaisement et réparation rend la punition caduque.

Bien au contraire, la notion de faute disparaît. C'est la sanction qui se substitue à la punition. Elle signifie à l'auteur qu'il lui reste à recouvrer sa responsabilité, à la victime à éradiquer le désir de vengeance et retrouver la paix. La mise en actes de ces processus associés aux innombrables alternatives à la prison peut nous laisser espérer que, dans un avenir proche, l'enfermement va devenir l'erreur à ne plus commettre. Le respect de l'humain permet la naissance de l'humain chez celui qui est respecté. Il est déjà évident que la construction de nouvelles prisons ne sert qu'à aggraver la surpopulation pénale.

Ce qui reste à amorcer, c'est la baisse du nombre d'incarcérations. La récidive diminuera. Les pays scandinaves, avec leur *numerus clausus*, nous le rappellent en permanence. Il va falloir des années…

La déconstruction de la prison exige l'abandon de ces peurs qui remontent à la nuit des temps. Et il est vital pour l'humanité que s'élabore une véritable pensée libertaire qui, respectueuse de l'homme et de la démocratie directe, aboutisse enfin à l'abolition de la prison.

**J. L. de L. H.**

# Avez-vous l'habitus clivé ?

**Non, ce titre n'est pas une blague** graveleuse, du genre de celle qui se racontait à propos d'un député appelé Coudé du Foresto qui, abordé par une prostituée, lui répondit : « *Mais vous n'y pensez pas, madame, je suis Coudé du Foresto !* » Elle répliqua ingénument : « *T'inquiète, on s'arrangera quand même !* »

Non. Il s'agit ici de l'habitus, terme popularisé par Bourdieu.

Chez Thomas d'Aquin, l'habitus est une « *intériorisation par un sujet de la perfection à laquelle il aspire et qui se révèle dans les activités pratiques* ». Si l'on en croit Wikipedia, Bourdieu y voit, lui, une « *mythologie politique réalisée, incorporée, devenue disposition permanente, manière durable de se tenir, de parler, de marcher et, par là, de sentir et de penser* ».

L'habitus est donc une affaire de classe sociale, mâtiné d'ethnie, de religion, de genre, d'âge, etc. L'habitus de Charles-Hubert ne ressemble pas à l'habitus de Marcel, qui diffère quelque peu de celui de Fatima, et guère moins de celui de Marie-Thérèse. L'étrange expression d'« habitus clivé » commence à perdre un peu de son étrangeté : l'habitus clivé est celui des transfuges de classe. Comme l'écrivain et enseignant en philosophie Didier Eribon. Né dans une classe, ouvrière et champenoise, il arriva dans une autre, intellectuelle, bourgeoise et parisienne. Dans un livre parfois émouvant, souvent agaçant, pas toujours aussi clair ni aussi franc qu'il aurait pu être, mais assez rare dans son genre, *Retour à Reims* (Champs, Essais, 8 euros), il raconte son retour dans la famille on ne peut plus ouvrière, hétérosexuelle, communiste à une génération et lepéniste à la suivante, qu'il avait tant travaillé à quitter. Puis, la célébrité étant venue (le père qui lui flanquait des torgnoles pleura d'émotion en voyant son fils à la télévision et jura qu'« *il foutrait sur la gueule* » à quiconque oserait se moquer de ce fils qui venait juste de parler d'homosexualité en général et de la sienne en particulier), Eribon réussit à revenir rendre visite à sa famille, et à faire un livre de ce retour.

Ce livre n'est pas un chef-d'œuvre. On sent que le courage mis à revenir a considérablement amputé celui qu'il eût fallu mettre à raconter. Mais, à la décharge d'Eribon, il faut reconnaître qu'il louvoyait entre le marteau et l'enclume. D'un côté, ex-trotskyste, encore de gauche, militant acharné et brave contre l'insulte et le mépris, Eribon est censé déborder de compréhension envers sa famille originelle. De l'autre, le lepénisme affiché de la jeune génération, la crudité des jugements à l'emporte-pièce, le souvenir de la violence infligée à son homosexualité naissante limitent considérablement sa capacité d'empathie. Dommage, parce que les meilleurs passages du livre, et de loin, sont ceux où, au lieu de se réfugier derrière des analyses savantes mais manquant d'originalité, il décrit avec chaleur, verve, précision ce qu'il voit.

Le livre vaut la peine d'être lu dans les milieux anarchistes. Car l'anarchie dissout souvent l'habitus : c'est l'un des charmes du mouvement anarchiste que de rendre parfois indéchiffrable l'origine sociale de telle ou telle personne.

Néanmoins, les barrières de classe y demeurent souvent l'une des difficultés les moins aisément admises, en particulier dans les lieux de vie. À Christiania, un homme écrivit un livre qui révéla que le principal conflit interne, celui entre activistes (politiques) et dealers, pouvait se lire comme un conflit entre activistes à origine et habitus bourgeois et dealers à origine et habitus ouvriers. Cet homme fut chassé de Christiania ! Ce qui est déjà surprenant.

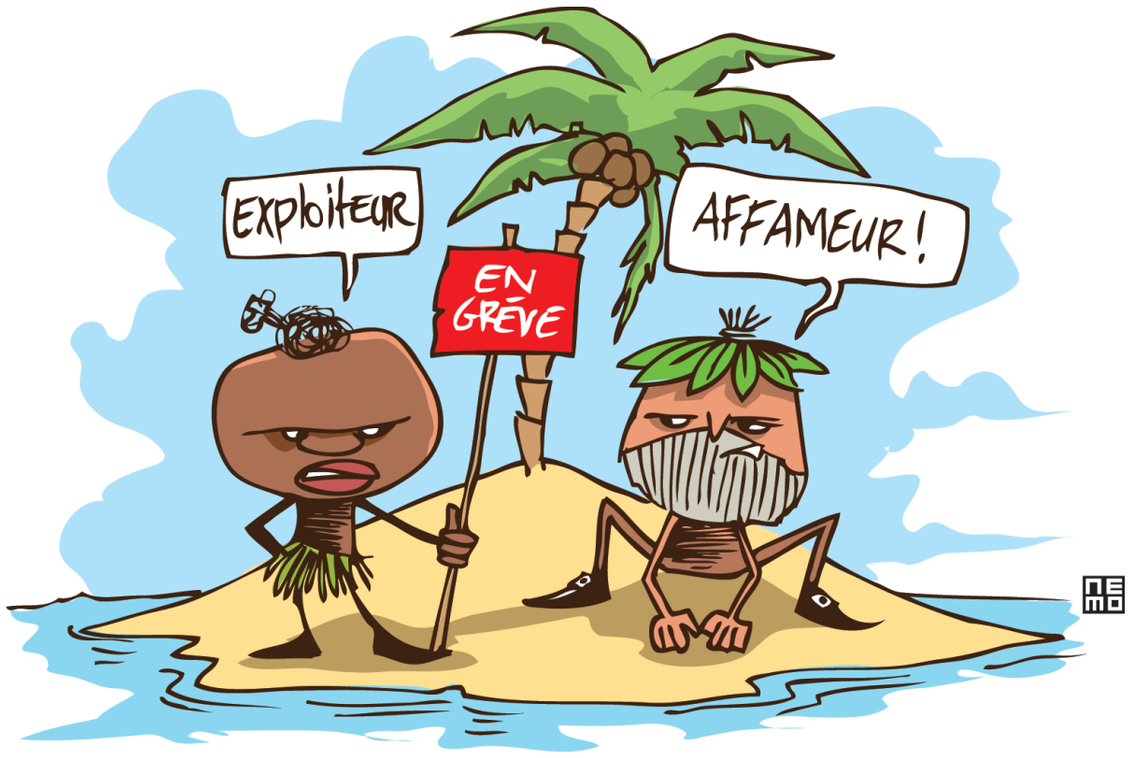
Mais, plus surprenant encore, il fut chassé par les dealers, indignés par un compte-rendu tordu de son livre, qui leur était pourtant objectivement favorable. Je ne crois pas me tromper de beaucoup en supposant que chaque lectrice, chaque lecteur du *Monde libertaire* pourra retrouver tel ou tel événement où, malgré le désir anarchiste d'effacer les classes, l'habitus pas clivé a montré le bout de son nez.

**Marcel von Potkine**

# La solution capitaliste

## En son île avec Vendredi…

**Robinson Crusoé comme modèle du capitalisme libéral triomphant.**




Jacques Langlois

On ne parle plus que de compétitivité avec le rapport Gallois et la pression du Medef et de l'Afep (Association française des entreprises privées, soit en fait les grossiums du Cac 40). Je ne vois pas de quoi on parle puisque nous avons sous la main le meilleur modèle possible du libéralo-capitalisme triomphant ; à savoir celui de Robinson dans son île. Récapitulons l'histoire.

### Robinson sans concurrence…

Par suite d'un naufrage, Robinson se retrouve seul sur une île déserte. C'est la situation rêvée par Locke : des terres disponibles où tout un chacun peut aller s'installer. Si la terre est rare, comme en Angleterre, alors tous les gens-sans-terre peuvent émigrer vers les grands espaces libres, même avec un froid de 5 ou six béries. Notre Robinson peut alors s'approprier cette terre grâce à son travail, lequel, comme on sait, est à l'origine de la propriété parce que ledit travail est le prolongement de la personne et de sa liberté. Cependant, contrairement à l'écriture lockéenne, Robinson dispose d'un capital préalable, celui des semences et outils ou éléments de charpente et encore une chèvre ou deux récupérés sur l'épave du bateau naufragé. Il a même une escopette dont il fera ensuite un bon usage.

Robinson devient ainsi un entrepreneur innovant à la Schumpeter car il tire le meilleur parti de ses maigres ressources : il se construit un petit fortin comme habitation, il se met à cultiver la terre avoisinante, il trait sa chèvre pour faire du fromage ; de temps en temps il utilise son escopette pour tuer un volatile. Et il n'a pas de concurrence. Vous me direz que c'est contraire aux canons du libéralisme économique. Pas du tout ; car la concurrence aboutit rapidement à la concentration, puis au monopole. Elle permet en effet de piquer le marché des moins compétitifs ou productifs, de l'absorber afin de maximiser les économies d'échelle. Proudhon avait bien montré par quel processus la concurrence parvient à son contraire. Robinson a donc la chance d'être sans concurrent dès le départ. S'il y en avait eu, gageons que sa créativité, son courage, son goût du risque, son travail acharné et sans horaires, plus son arme de destruction massive par rapport à des arcs et des sagaies, auraient eu rapidement raison des rivaux. La conquête de l'ouest américain avec extermination des Indiens montre bien que la puissance des armes est un bon adjuvant à l'appropriation de terres prétenduement acquises par le travail. La thèse libérale de la concurrence rappelle la blague du bûcheron

cherchant une embauche. Le patron lui demande ses références ; il répond qu'il a travaillé au Sahara ; le patron s'ébaubit : « *Mais il n'y a pas d'arbres !* » – « *Justement*, lui répond le bûcheron, *il n'y en a plus.* » Eh bien, pour la concurrence, c'est pareil : le monopole est le résultat de la concurrence elle-même.

Du reste, qu'est-ce qu'un brevet sinon un monopole momentané recherché avidement et protégé par les lois libérales, le monopole est le non-dit du libéralisme et cela a même été théorisé par le pape du marketing stratégique, à savoir Mickael Porter. Vous me direz qu'il y a des lois antitrust ; sans doute, mais sans efficacité, et, dans le meilleur des cas, on a des oligopoles qui passent des ententes. Quand elles sont découvertes et punies, les amendes sont ridicules par rapport aux profits indus. Et il n'y a pas de zonzon, contrairement à ce qui arrive à un Rom voleur de poules. Pour Robinson, la situation est magnifique : pas de taxes ou impôts, pas de restrictions étatiques à sa liberté d'entreprendre, pas desyndicats, pas de fonctionnaires pour le contrôler, pas de lois protectrices de l'environnement, etc.

## …mais avec Vendredi

Mais c'est qu'il n'a pas d'employés. Heureusement, Robinson, grâce à son escopette, sauve celui qu'il appellera Vendredi, jour du sauvetage contre des sauvages cannibales qui voulaient le boulotter. Reconnaissant, Vendredi devient le serf de Robinson, qui a donc maintenant un travailleur sous sa coupe. Le meilleur travailleur qui soit : pas de salaire ni de cotisations sociales, pas de normes de temps de travail, et cela quel que soit l'horizon de temps (le jour, la semaine, le mois, l'année, la vie). C'est ce que réclament aujourd'hui le *Tea Party* et les patrons. Car la concurrence est déloyale vis-à-vis des pays à bas salaires ou même esclavagistes (on trouve des esclaves, même des enfants, dans les latifundia latines ou les mines d'Afrique ou les usines asiatiques *low cost* fournissant par exemple Nike). Il faut donc déjà commencer par baisser les charges sociales et les salaires. Jusqu'où ? À ce jeu de la compétition mondialisée, il n'y a pas de limites assignables, suivant les « lois » du capital, sauf pour assurer la reproduction de la force de travail (loi d'airain des salaires). Rassurons-nous, la technologie moderne finira bien par faire sauter cette contrainte avec des entreprises sans usines et des terres automatisées. Mais il n'y aura plus alors de consommateurs. C'est comme cela que les robinsonnades capitalistes refusent de voir que le système s'auto-détruit à long terme par la logique même de son fonctionnement.

## Le doux commerce ?

Robinson n'en est pas là puisqu'il peut se nourrir, ainsi que Vendredi. Il n'a pas de clients mais il n'a pas non plus de concurrents. Il bénéficie de la « liberté négative » chère aux libéraux, celle qui permet tout sauf obstacles ou lois contraires. Or c'est lui qui fait la loi ; donc sa liberté négative est intégrale. Robinson a inventé la démocratie d'ordo-libéralisme à la cosaque : un parlement (lui seul) légalement élu (par lui) peut voter toutes les lois nécessaires aux patrons (lui) et à l'économie libérale économique, quitte à exploiter (Vendredi) sans vergogne. Robinson peut laisser libre cours à son égoïsme, celui qui fait que la poursuite par chacun de son intérêt amène le bien commun par l'effet de la main invisible du marché. Il peut, suivant les recommandations de Bacon et de Descartes, se comporter en maître de la nature grâce à son ingéniosité productrice. Gageons qu'il poursuit Vendredi de ses assiduités car il n'y a pas de syndicats, de droit du travail, de lois de protection des personnes dans son île.

Maintenant qu'avec son serf il produit des biens utiles et pas chers, il pourrait passer un *deal* avec les sauvages pour améliorer son ordinaire ; les anthropophages verraient vite qu'il est moins dangereux de bouffer les produits de Robinson que de faire la guerre aux autres peuplades. Ainsi, s'installerait le « doux commerce » plutôt que la lutte de tous contre tous. Robinson pourrait sans doute devenir roi de ces contrées îliennes et y imposer sa loi. Las, les Anglais eurent vent de la richesse de ses îles. Ils les conquirent et rapatrièrent Robinson en Angleterre où il vécut d'une petite pension ; Vendredi, lui, fut exposé dans des cirques pour illustrer le bon droit des Occidentaux à conquérir des colonies sur les peuplades arriérées qui en étaient les premiers habitants. **J. L.**

# De la capacité de prendre des coups

**Sio Taden**

*Groupe Germinal*

## En Chine, comme ici…

En septembre 2011, les 12 000 villageois de Wukan, dans la province de Guangdong, se révoltent contre la corruption du dirigeant du Parti communiste (PC) local. Ce dernier, en touchant des pots-de-vin, a en effet vendu les terres communales qui sont cultivées.

Les habitants ont alors expulsé les officiels du PC et la police de leur village. Le PC décide de laisser les villageois élire à bulletin secret leur nouveau dirigeant.

À Shanghai, en décembre 2011, l'usine HP International (qui fabrique des pièces pour Apple, HP, etc.) ferme et délocalise dans la banlieue de Shanghai. De plus, de nouvelles personnes doivent être embauchées. Évidemment, les ouvriers de Shanghai se retrouvent à la rue sans aucune compensation. Ils décident alors de se mettre en grève – entre 200 et 1 000 personnes –, de faire des piquets devant l'usine et de bloquer le transport des équipements en partance pour la « nouvelle » usine. La police intervient et arrête une douzaine de personnes. Ces dernières ne comprennent pas pourquoi les autorités – communistes, je le rappelle – prennent le parti de leur patron qui les vire de façon illégale.

À Guangdong cette fois-ci, dans une usine de vêtements (Nike, Adidas, etc.), une grève est motivée pour les mêmes raisons. D'autres grèves encore, tout au long de la fin de l'année 2011 partout en Chine, font dire au chef de la sécurité chinoise qu'il y a un risque non négligeable d'agitation dans le pays en raison de la « crise » économique.

Début 2012, il y a eu une douzaine de grèves des ouvriers chinois pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, aussi bien dans les usines d'État que dans les usines privées. Il est important de préciser que toutes ces grèves se font sans le soutien du syndicat d'État.

Ces informations sont intéressantes à plus d'un titre. Tout d'abord il est réconfortant de savoir que, dans un pays comme la Chine où l'État fait tout pour garder ses ouailles bien enfermées dans leurs frontières – y compris par internet –, les exploités se révoltent quand leurs conditions de travail ou de vie deviennent trop dures à supporter. Il est instructif, pour ceux qui n'en sont pas encore persuadés, de constater que les méthodes d'action directe sont quasiment les mêmes quelle que soit la partie du monde où elles se pratiquent : grève, piquet de grève, blocage, occupation.

En revanche, il est toujours aussi étonnant et déstabilisant de voir à quel point la capacité d'endurer une quelconque situation d'exploitation chez l'être humain est grande. Combien d'années d'humiliation, de conditions de travail dégradantes, a-t-il fallu à ces ouvriers pour se décider à vouloir tout changer. Les ouvriers de l'entreprise HP International n'ont pas bloqué leur usine parce qu'ils avaient une paye ridicule comparée à ce que leur boîte gagne, non, ils se révoltent car ils perdent le boulot qui les pressure. Mais que se passera-t-il s'ils gagnent ? Se contenteront-ils de miettes ?

En Europe, le même phénomène existe. Encore et toujours, les travailleurs acceptent d'endurer des choses inadmissibles. Brimades, paies indécentes, humiliation, harcèlement…, tout cela sans réaction. Parfois c'est un suicide qui est l'issue de ces conditions horribles, d'autrefois une colère ou une révolte. Mais seul, l'exploité ne peut pas grand-chose. Les autres peuvent le regarder comme un « fou » incapable de supporter la pression. Rares sont les collègues de travail qui se solidarisent concrètement.

## … le syndicat fait défaut

Reste alors le syndicat. Seulement voilà. On voit ce que ça donne en Chine où le syndicat est le seul autorisé et dont le rôle est de contrôler les travailleurs. Et puis on voit ce que cela donne en France. Les délégués, ou permanents, ont pris l'habitude de discuter avec le pouvoir, quel qu'il soit, et se retrouvent dans le rôle de « tampon » entre la direction et la base.

Ce n'est pas cela défendre ses pairs. Cela se nomme cogérer le système qui nous broie. Le syndicat en période prérévolutionnaire peut jouer un rôle d'organisation, mais quand cela fait des dizaines d'années qu'il est en place, et qu'il n'a plus rien de révolutionnaire, alors il devient nuisible aux travailleurs. C'est le cas en France des CGT, CGT-FO, SUD et compagnie. Bien sûr on peut me rétorquer qu'il existe en

France, et dans d'autres pays européens, des « petits » syndicats révolutionnaires qui sont prêts à en découdre avec ce système. Bien sûr. Mais ouvrons les yeux. Ils sont tellement ridicules en nombre de syndiqués qu'ils n'ont aucune influence ou alors de façon très locale et très ponctuelle. D'ailleurs ils finissent par s'autodétruire dans des querelles sans fin.

Pourtant l'individu, en dehors des organisations qui structurent sa révolte, a montré plus d'une fois sa capacité à briser les chaînes qui le rendent esclave. Alors, qu'est-ce qui fait une telle acceptation de ce système injuste à son encontre ?

En Europe je peux le comprendre : dans un bien-être non négligeable, le travailleur organisé ne veut surtout pas foutre un grand coup de pied dans la fourmilière, il risquerait de perdre son confort quotidien – qui reste malgré tout ridicule à côté de celui de son patron. Ce n'est que quand la situation sociale est tellement catastrophique qu'il risque de perdre son emploi, et donc ce confort, que se réveille en lui le révolté. Et encore, trop souvent ce qu'il veut c'est un autre patron, un maître plus « humain » et des chaînes moins courtes.

Si le confort n'est pas ce qui l'arrête, parce qu'il n'en a pas, la perte de tout revenu lui permettant de manger et de vivre l'empêchera de risquer son travail.

Pourtant c'est chez ce peuple, vivant ou pas dans le confort, que reste l'espoir d'une révolte, voire d'une révolution. Volontairement soumis à celui qui semble comprendre le mieux son malheur et qui lui donne la solution s'il vote pour les élections ou s'il rejette l'étranger – car il faut toujours un bouc émissaire –, il faudra bien que l'esclave se réveille, s'énerve et se révolte. Mais avant tout il lui faut combattre la médiocrité morale et intellectuelle qui l'entoure, qui le cerne et donc s'émanciper pour s'élever au-dessus de ce qui l'enchaîne. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra constater que le système auquel il est soumis n'est absolument pas à son avantage.

Tout cela me fait dire que je ne me révolterai pas pour lui mais avec lui et uniquement si sa révolte va dans le sens de plus d'émancipation et de liberté dans l'égalité sociale. Je resterai à ses côtés car, loin de le dénigrer, je me sens proche de lui en tant qu'individu. **S. T.**

Sources : *Industrial Worker* n° 1743, mars 2012.

# La gare

## *Conte moral*

**Le vieillard habitait juste** à côté de la gare. Il s'installait face aux voies, invariablement, dès le milieu de l'après-midi. Sur sa chaise d'osier, aussi âgée que lui, il ne bougeait plus jusqu'au soir. Devant, les trains allaient et venaient, aspirant et crachant leurs flots de voyageurs anonymes, comme autant de battements de cœur. On devinait des modes de vie, des joies, des devoirs, des peurs. En écoutant, on percevait des bribes de bonheur, de tristesse, d'aigreur.

Je me disais qu'il avait raison, le petit vieux. Il avait réappris à observer, à épier la vie.

Mais alors que je sautillai devant lui pour récupérer quelques miettes – je dois vous préciser que je suis un pigeon –, je m'aperçus qu'il ne regardait que le vide. Je m'approchai encore, pendant qu'il marmonnait. Ce que j'avais pris pour les commentaires fatigués d'un témoin de la vie se résumait en fait à des insultes envers l'horloge qui tournait trop lentement, l'heure du dîner qui tardait tant, le moment de se coucher qui n'arrivait pas.

Déçu, j'allais me remettre en quête de miettes, quand je l'entendis bredouiller autre chose :

– Ah, c'est bien vrai…

Non loin de lui, un groupe hétérogène attendait un train en retard. L'infortune les liait, et les conversations s'engageaient. Tout compte fait, le petit vieux semblait s'intéresser – par instants, au moins – à la vie qui l'entourait. J'abandonnai ma pitance et sautillai jusqu'au pied de sa chaise, pour mieux l'entendre.

– C'est toujours pareil, râlaient les voyageurs.

– Jamais un train à l'heure !

– Vous savez, dit un Noir, un train en retard, ce n'est pas si mal. Dans mon pays, il n'y a pas de réseau ferré du tout.

Le vieux marmonna alors :

– Mais ce n'est pas votre faute, vous, les Nègres, vous n'êtes pas civilisés. De mon temps, les trains étaient à l'heure.

Je roucoulai pour appeler mes confrères. Nous, les pigeons, détestons les fascistes, la guerre et le racisme. C'est pourquoi nous chions sur les statues des grands hommes, qui pour la plupart sont surtout de grands assassins.

Les voyageurs s'étaient tus pour écouter une annonce. Le vieux n'avait plus de discussion à commenter, mais cela ne l'empêcha pas de continuer :

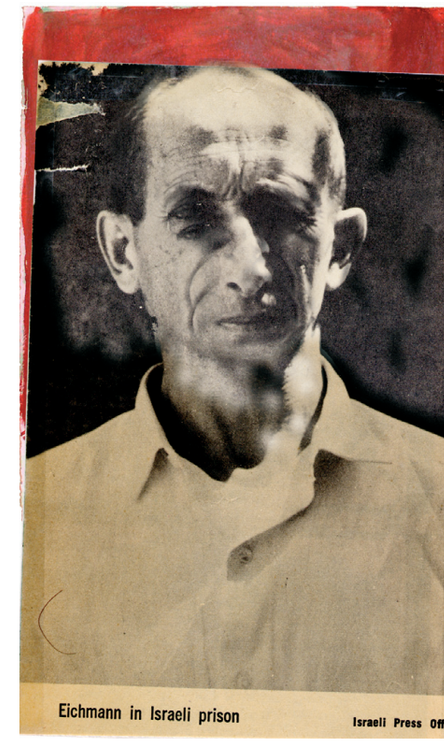
– Et à mon époque, il n'y avait jamais de grève. Avec Pétain, les grévistes, on les foutait dans les trains avec les Youpins !

Mes frères avaient entendu.

Nous consentîmes tous à lui accorder, de son vivant, le même sort que nous accordons aux statues.

**Venetza**

# Horreur et best-seller


Eichmann in Israeli prison Israeli Press Office

Pierre Sommermayer

Nous vivons dans une société où les récits des guerres aussi bien que les récits des génocides jouent un rôle important dans la fabrication du consensus social et culturel. Quand un livre paraît qui remet en cause cet état de fait, il est purement et simplement ignoré, c'est le cas du livre de Charlotte Lacoste [1].

## La « grande » guerre

Commençant par l'examen précis des textes de fictions évoquant la guerre de 1914-1918 et leur comparaison avec les témoignages de poilus, elle se penche très rapidement sur le cas des *Bienveillantes* de John Littell, un livre épais de plus de 900 pages qui prétend explorer la conscience d'un responsable SS de la réalisation du génocide juif.

Avant cela, l'auteure compare les récits des témoins de la guerre de 1914-1918 aux romans qui suivirent. Elle explique comment ces derniers transformèrent cette atroce boucherie en objets littéraires enthousiasmants. Le saut chronologique, auquel elle se livre de la Grande Guerre aux récits concernant les heures noires de 1939-1945, n'est pas un artifice de style. Il s'agit pour l'auteure de montrer que dans un cas comme dans l'autre les témoins sont muselés afin que le vrai visage de la guerre, telle qu'elle a été vécue, n'apparaisse pas. Pour ces derniers, la fonction profonde du conflit est de détruire physiquement comme psychiquement autant les perdants que les vainqueurs, autant les victimes que les bourreaux. C. Lacoste démontre que ce type de récit n'est pas vendeur, après la guerre de 1914-1918 comme aujourd'hui.

Face aux *Bienveillantes*, Charlotte Lacoste fit ce que peu de critiques ont pu faire, faute de temps et de courage, à savoir lire ce livre jusqu'au bout. Le compte rendu qu'elle publie relève d'un travail de médecin légiste. Son scalpel ne laisse aucun endroit entier. Il ne s'agit pas ici de redire ce qu'elle énonce avec tant de rigueur et de précision, mais de profiter de l'occasion pour aborder, une fois et certainement pas la dernière, les raisons qui font le succès du livre *Les Bienveillantes* tiré à plus de 700 000 exemplaires.

## Un homme ordinaire

Le héros de Littell étant un clone d'Adolph Eichmann, il était important de se replonger dans cette histoire. En 1961, le procès du SS à Jérusalem attire enfin l'attention mondiale sur le génocide juif. Hannah Arendt en a rendu compte dans *Eichmann à Jérusalem* rassemblant ses articles de correspondante de presse. Le sous-titre de cet ouvrage, *La banalité du mal*, deviendra malgré elle une expression passe-partout, détournée, afin d'éviter le questionnement.

Charlotte Lacoste revient sur le sujet avec précision. Elle démontre que H. Arendt ne considérait pas Eichmann comme un homme ordinaire. La philosophe dit qu'il n'était même pas « un criminel ordinaire », bien loin de là, et suggère que « *par endroits il frôle la démence* ». Le mal n'était banal que pour Eichmann lui-même. Mais le sous-titre eut du succès, fut repris et appliqué à tout un chacun. La critique comme les commentateurs reprirent cette idée que tout individu était susceptible un jour d'être à son tour un bourreau. Cette assertion venait renforcer le relativisme ambiant qui énonce encore aujourd'hui qu'il n'est plus possible de dire ce qui est bien ou mal, tout se valant. C'est justement ce discours qui est, selon Charlotte Lacoste, présent tout au long du livre de J. Littell et qui en fait le succès. Pour passer dans la pensée commune, ce discours a besoin de la fiction. Le témoin ne parle que de ce qu'il a vu et dans ce cas ce ne peut être que partiel, et peu attirant pour le client lecteur et pas assez pour l'éditeur. L'historien de son côté se fonde sur des faits, des archives, d'autres travaux historiques et

tente des analyses qui peuvent être discutées. La fiction, elle, a l'avantage d'ouvrir le champ à l'imagination. Elle permet d'ajouter des éléments qui donnent de l'épaisseur aux personnages. Que le héros de Littell soit homosexuel refoulé, amant de sa sœur, connaisseur de l'antiquité grecque et des grands auteurs, etc., n'a que peu de rapports au fond avec les massacres qu'il commet. On peut ainsi en faire quelqu'un de fort commun, et faire par la même occasion d'un tueur quelqu'un dont on ne peut que se sentir proche, qu'on le veuille ou non.

## La banalité du mal

Cette « banalité du mal » est bien commode pour les tenants de l'ordre moral. Elle justifie l'existence de pouvoirs qui disent et le droit et la morale et qui éventuellement punissent. Charlotte Lacoste, utilisant l'outil créé pour le livre de Littell, montre qu'il s'applique parfaitement aux comptes rendus romancés du génocide rwandais. De même pour ce qui concerne le génocide khmer. Il suffit pour s'en rendre compte de lire la chronique d'une journaliste de *Télérama* (n° 3219, 18 au 24 septembre 2011) à propos d'un livre publiant les actes du procès des bourreaux Khmers rouges. Elle écrit « *ce qu'un homme a fait, tout homme peut le faire – et même à travers lui, ce crime, tous les hommes l'ont commis* ».

Cette « banalité du mal » est aussi bien commode pour absoudre par avance les bourreaux car au fond ils ne sont que des hommes qui ont été jusqu'au bout de leur humanité puisque, pour les bourreaux et ceux qui les mettent en scène, l'homme est par nature mauvais. Cette banalité a aussi pour conséquence la totale et incroyable confiance du metteur en scène (écrivain, interviewer ou cinéaste) dans le récit du bourreau, comme si lorsque l'assassin (quel gros mot !) se met à parler il ne pouvait que dire la vérité. Déjà René Fugler, dans son article sur ceux qui refusèrent le rôle de tueur de masse sur le front oriental de 1939 (in *Réfractions*, n° 24), avançait ceci « *Alors que le refusant renonce à toute déclaration morale ou humanitaire, le tueur développe un discours de rationalité et de légitimité.* »

Une journée d'Einzatsgruppen pendant la seconde guerre mondiale.

Tout cela pose en fait deux questions : les raisons profondes de la mise en œuvre de tels massacres, d'abord, les modalités du refus, ensuite. La première, lancinante, n'est toujours pas résolue, comme si une seule réponse était possible, et l'on a vu que la banalité du mal au fond cherchait à cacher la seconde. Se demander ce qui fait que l'on participe non seulement à un conflit armé mais aussi à sa systématisation à travers des massacres de masse et y répondre par les trois mots qui constituent l'expression « banalité du mal » a pour objet de ne pas chercher à comprendre pourquoi beaucoup s'y sont refusés. Enfermés dans la litanie officielle du « de mémoire », journalistes, commentateurs, écrivains, cinéastes prônent en fait la soumission aux ordres comme étant quelque chose de naturel. Ceux qui, activement ou passivement, ne se plient pas apparaissent comme des inadaptés sociaux et les témoins de l'horreur comme des oiseaux de mauvais augure incapables de raconter une histoire avec un certain ressort. Ce qui amène ces mêmes commentateurs à détourner le sens des expériences de Milgram sur la soumission aux ordres, qui datent d'une cinquantaine d'années. Charlotte Lacoste consacre plusieurs pages à illustrer ce détournement. Il fallait faire de l'obéissance aux ordres une addiction au mal et faire passer la responsabilité des donneurs d'ordre aux obéissants et ainsi évacuer le problème de la soumission à l'autorité. Elle rappelle que Milgram, cinq années après la publication de son livre (1974), rappelait que « *la résistance à l'autorité malveillante doit être enracinée dans l'action collective si elle veut être véritablement efficace* ».

## Du *Silence de la mer* à *La Chute*

La virulence assumée et justifiée de Charlotte Lacoste l'amène à s'affronter ensuite au monument des monuments de la littérature de la résistance, *Le Silence de la mer* de Vercors. J'avoue y avoir pensé en commençant cette lecture et tout à la fois espéré ne pas y être confronté. Cet officier allemand qui vient chez le narrateur occuper son espace vital pendant six mois, est tout comme le « héros » de Littell un homme cultivé, civilisé. Cela suffit-il pour faire le procès du livre ? Probablement. Arendt avait déjà montré l'inculture foncière d'Eichmann. Les témoignages historiques portant sur les SS montrent que ceux-ci ne se distancièrent en rien de l'autodafé permanent que fut l'État nazi. Pourtant, et ce ne fut pas un mythe, il exista dans l'armée allemande une résistance des professionnels à l'emprise des nazis, des hommes qui faisaient la guerre parce que c'était leur métier. Ceux qui, à la fois écœurés de cette boucherie et conscients de la défaite à venir sur le front russe tentèrent de résister, payèrent d'un prix fort leurs velléités de résistance tout comme leur amateurisme dans ce type d'entreprise. Charlotte Lacoste toute à son élan de déconstruction du récit du bourreau de fiction, oublie alors de remettre en cause les soldats qui permirent, par leur propre soumission au chef, que les bourreaux accomplissent leur œuvre. De la même façon, le jugement qu'elle porte sur le film *La Chute* qui met en scène les derniers jours de Hitler dans son bunker à Berlin, me semble absurde. Il n'y a là nulle glorification du Führer et de ses sbires mais une parfaite illustration de ce que fut la démence nazie, au moins pour celui qui sait regarder. Je ne peux m'empêcher de penser à ce docu-fiction sur la conférence de Wannsee où l'acteur anglais Kenneth Branagh incarne Heydrich, le metteur en acte de la Shoah. Les dialogues n'étant que la retranscription de la seule copie du procès-verbal de cette conférence. Nulle condescendance dans ce film, nulle héroïsation, juste l'horreur de la bureaucratisation de la liquidation de millions de gens.

Par la précision de son réquisitoire, *Séductions du bourreau* plonge le lecteur dans ce que justement il voulait éviter : le récit de l'horreur. Il l'oblige aussi à entendre la complainte du bourreau qui va partout expliquant qu'il a fait tout ça à son corps défendant, qu'il est la vraie victime de ce monde qui ne veut pas l'entendre. Au fond, le monde ne lui est pas reconnaissant d'avoir effectué pour lui cette tâche nécessaire.

## Tous coupables, pas de responsable

Le discours dominant veut que l'on ne cherche à lutter contre le « mal » que dans la mesure où on a été le chercher en soi. Curieuse inversion des valeurs, retour du religieux refoulé, du *mea culpa* généralisé dont le résultat pervers est l'acceptation du bourreau comme punition de notre propre incapacité à être innocent.

Cette supposée coresponsabilité dans l'exécution des génocides est à l'œuvre dans beaucoup plus de domaines que ne le laisserait penser cet ouvrage. Nous sommes coresponsables de la crise économique, donc nous devons tous payer pour nous en sortir. Nous sommes coresponsables de la situation écologique du monde, nous sommes tous dans le même bateau, etc. Comme nous sommes tous des criminels en puissance, cela justifie l'hypothèse de l'existence d'une lutte pour la vie où seuls les plus forts – les plus tueurs – survivent. Par conséquent, l'existence d'un État fort capable de préserver les plus faibles – les moins tueurs – se justifie et permet d'organiser la chasse aux divergents de tout poil.

L'accueil fait au livre de Charlotte Lacoste fut plus que réservé. Il est clair que quelqu'un qui dit « *pour ceux qui considèrent la solidarité comme un attrape couillon, la véritable solidarité est dans le mal* » ne peut recevoir que peu de marques de sympathie. Elle a la nôtre. **P. S.**

1. *Séductions du bourreau, négations des victimes*, 480 pages, 2010, Puf, collection « Intervention philosophique ».

# Mais que veulent les ouvriers ?

**Entre désindustrialisation et oppression quotidienne, comment s'approprier un monde fait pour nous écraser ?**

**Disparaissez les ouvriers !** À la fin septembre 2012, le cinéma Jean-Renoir de Martigues proposa une lecture jouée de textes de Simone Weil autour du thème de la résistance et de la condition ouvrière. La soirée se poursuivit par la projection du film *Disparaissez les ouvriers !* de Christine Thépénier et Jean-François Priester.

Ce film raconte l'histoire de la lutte des ouvriers de Legré-Mante, une usine dans le sud de Marseille, leader sur le marché mondial de l'acide tartrique. Contre une liquidation frauduleuse, ils ont occupé leur usine pendant 140 jours. Ils perdent leur procès en appel et n'obtiennent rien. Le film montre les conditions de travail scandaleuses et les risques très grands auxquels ils étaient exposés quotidiennement par la malveillance de leur patron. Celui-ci les ayant menés en bateau – sans vilain jeu de mots : le terrain est situé face à la mer, au pied du futur parc des Calanques. Un endroit idéal pour construire une jolie marina à touristes parisiens riches. La fermeture était donc prévue depuis longtemps à des fins spéculatives. Le film restitue la parole de ces ouvriers au milieu de cette usine qui tombe en ruine.

La projection fut suivie d'un débat. Certains estimèrent que, dans la région de Martigues-Fos, une telle abomination ne pourrait avoir lieu. En effet, ce qui caractérisait semble-t-il cette usine, c'était son isolement en tant qu'établissement industriel. Le quartier étant plutôt résidentiel. Dans l'immense zone d'industries pétrochimiques qui environne Martigues, une semblable lutte aurait engagé la solidarité de tout le territoire.

Tandis que les spectateurs parlaient de sauvegarde de l'emploi industriel, je partis discrètement. Sur le chemin du retour, je me souvins des propos tenus par l'un des ouvriers proche de la retraite interrogé sur le sentiment que lui inspirait la vue de son usine à l'abandon. Il était au fond content que tout cela soit terminé et qu'il n'ait pas à remettre les pieds dans ce bagne. Je me rappelais aussi ceux qui disaient que, s'ils avaient autant de fric que les Parisiens, ils feraient sans doute comme eux et viendraient en villégiature en lieu et place de leur usine. Il y avait aussi les gens du quartier qui regrettaient la disparition des liens de solidarité anciens.

Les propos et les images de ces ouvriers étaient-ils un spectacle comme un autre ? Une usine peut-elle être belle ? N'était-ce pas leur lutte qui était belle ? Malgré ou bien même grâce à son désespoir et à son échec. En réalité, dans ce débat, ce qui manquait était la présence physique des ouvriers. Leurs mots étant figés sur l'écran de nos mémoires. Ils faisaient écran justement. Ce qui manquait c'était ce qu'ils voulaient réellement. Continuer à travailler dans cette merde ? Avoir de meilleures conditions de travail et un patron « honnête » ? Trouver un autre boulot pour gagner sa vie ? Ne plus bosser ? Que voulaient-ils vraiment ?

Quand, à l'échelle de la ville de Martigues, on réfléchit à tout ça, et malgré le quant-à-soi qui fait dire que rien de tout cela ne pourrait arriver ici, on sait bien que le pétrole coulera de moins en moins et que l'industrie régionale est menacée par la mondialisation. Lorsque les travailleurs indiens, chinois ou autres auront lutté à leur tour pour de meilleurs salaires, l'exploitation repartira-t-elle de plus belle ici ? Ou bien la région sera-t-elle transformée en haut lieu touristique ? Martigues, ses plages et ses anciennes usines transformées en centres culturels et autres musées… La crise aura-t-elle fait basculer la ville vers l'extrême droite ? Toutes ces nuisances, tous ces risques, cette pollution qui font que la municipalité est riche et qui font travailler la population – qui, elle, est plutôt pauvre. Tout cela est-il souhaitable au fond ? Le capitalisme vert n'est-il pas de toute façon en train de changer tout ça par lui-même ? L'industrialisation de la région de l'étang de Berre a été imposée par des capitaux extérieurs en grande partie. Martigues en a bénéficié pour son développement. Il est possible que cette industrie reparte comme elle est venue : par des forces extérieures imposant une autre transformation.

Lors du débat suivant le film, une spectatrice déplora que les ouvriers n'aient pas eu envie de s'approprier l'usine, de repartir en coopérative, etc. En réalité, c'est un peu ce qu'ils faisaient déjà, d'une part, en l'occupant et, d'autre part, en la rafistolant en permanence. C'était déjà leur usine. Mais à l'évidence reprendre cet outil de travail collectivement pour le faire marcher n'était vraiment pas dans leur intention. Avaient-ils vraiment le choix ? Et s'ils l'avaient eu, auraient-ils vraiment continué le même travail dans cette usine délabrée ?

**Alexis**
*Groupe Orwell de Martigues*

# Manif

## Non à l'usine aux 1 000 vaches d'Abbeville !

**Le délire de cette** société capitaliste délétère ne connaît pas de limite dans l'agroalimentaire comme dans les aéroports.

Un industriel autrefois dans la sucrerie veut ouvrir une «ferme-usine» de 1 000 vaches et 750 veaux à côté d'Abbeville (Somme) : ce sera un grand hangar type poulailler industriel ou élevage de porcs en batterie, pas de pré ni d'herbe pour les vaches mais farines et tourteaux dans leurs cages.

Au programme, suralimentation pour surproduction de lait, production de méthane et production de lisier.

Outre la fermeture de fermes traditionnelles et des conséquences sanitaires que ce projet va induire, la seule condition animale est insupportable.

L'association Novissen [1] s'est créée pour se battre contre ce projet, diverses organisations politiques, syndicales ou de défense des droits des animaux y ont adhéré, c'est ce qu'a fait tout naturellement la liaison Abbeville de la Fédération anarchiste.

Le projet étant finalement autorisé, une manifestation est prévue à Paris le dimanche 3 mars de Montparnasse au Salon de l'agriculture [2] : les libertaires de la région Picardie y seront et, nous l'espérons, ceux de la région parisienne.

**Michel**

*Liaison Abbeville de la Fédération anarchiste*

1. novissen.com/Pages/Argumentaires.aspx
2. novissen.com/Pages/default.aspx

**PROPAGANDE... PROPAGANDE... PROPAGANDE... PROPAGANDE...**

**Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50. Les autocollants sont à 1,50 euro les 50. En voici quelques exemples.**

**PROPAGANDE... PROPAGANDE... PROPAGANDE... PROPAGANDE...**

## Du samedi 23 février au lundi 11 mars

Le groupe Gaston-Couté organise une **expo consacrée à Saint-Imier** 2012. Le **lundi 11 mars** coïncidera avec la « tournée fédérale » qui passera donc **à Orléans.** Le lieu est le Chiendent, lieu autogéré (et apolitique !) auquel participe notre groupe. Le samedi 23 février, date du vernissage, nous proposerons un visionnage du film réalisé par le groupe de Saint-Ouen, suivi d'un débat.

## Du mardi 26 février au samedi 2 mars

### Pau (64)

Les Journées libertaires de Pau

Toutes les informations disponibles sur le site : journeeslibertairespau.blogspot. fr/

## Jeudi 14 février

### Nîmes (30)

19 heures. Le groupe Gard-Vaucluse vous invite à la rencontre publique autour de *La Commune libre de Saint-Martin, une expérience de démocratie directe* (Éd. Libertaires) avec l'auteur J-F Aupetitgendre. Centre culturel Pablo-Neruda, salle 2, 2e étage.

### Clermont-Ferrand (63)

14 heures à 16 heures. Rencontre avec Ph. Corcuff autour du livre *Où est passée la critique sociale? Penser le global au croisement des savoirs* (La Découverte, collection Bibliothèque du Mauss, 2012). Maison des sciences de l'Homme, rue Ledru. Amphi 220.

### Clermont-Ferrand (63)

19 heures. Conférence-débat avec Ph. Corcuff sur « Le coma intellectuel des gauches ». Café Lecture Les Augustes, 5, rue sous les Augustins.

## Vendredi 15 février

### Paris XIe

19h30. Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire. Etta James (1938-2012) sera la vedette de la soirée, du jazz, de la soul… et du blues. À La librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire ou République. Entrée libre et gratuite.

### Paris XVIIIe

19 heures. Le groupe Louise-Michel vous invite à une conférence débat animée par le Dr Muriel Salmona. Elle nous parlera des ravages physiques et psychologiques subis par les victimes de viols et de violences et des soins qu'elle s'emploie à leur donner. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

## Samedi 16 février

### Montpellier (34)

20h30. Tant qu'il y aura de l'argent… Y en aura pas pour tout le monde ! Soirée débat autour de Léon de Mattis, auteur du livre *Crises*. Centre Ascaso-Durruti, 6, rue Henri-René.

### Paris XIe

16h30. Rencontre-débat avec Maurice Rajsfus autour de la parution de ses deux derniers livres : *Chaque pierre a son histoire* (Ginkgo) et *Je n'aime pas la police de mon pays* (Libertalia). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf, République ou Filles-du-calvaire.

### Paris XVIIIe

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures au 10, rue Robert-Planquette. Un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste est organisée.

## Mardi 19 février

### Orléans (45)

20 heures. Élisée Reclus & Pierre Kropotkine : milieu, géographie et anarchie. Café-géo animé par Ph. Pelletier au Chiendent, bar et lieu associatif autogéré, 259, rue de Bourgogne.

### Paris XXe

20 heures. Projection et débat autour de *Tous au Larzac* de Christian Rouaud, dans le cadre des mardis de L'Union pacifiste. Au restaurant Le Lieu-dit, 6, rue Sorbier. On peut manger à 19 heures. Réservation : 0145860875.

### Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle : Crimes et massacres coloniaux. Troisième rencontre-discussion : Tunisie, assassinat de Fahrat Hached. Le 5 décembre 1952, Fahrat Hached, fondateur en 1946 et depuis secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens en même temps que l'un des principaux leaders alors du mouvement national tunisien, a été assassiné à Tunis. Avec Hichem Hach. Bourse du travail, rue Bobby-Sand, M° Porte-de-Paris.

## Jeudi 21 février

### Paris IIe

19 heures. Les gourous de la com'. Rencontre avec Aurore Gorius, coauteur de l'ouvrage *Les Gourous de la com', trente ans de manipulations politiques et économiques*. Bibliothèque Charlotte-Delbo.

## Vendredi 22 février

### Paris XVIIIe

20 heures. Le groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste vous invite à une projection débat sur le thème « l'identité ouvrière et la conscience de classe aujourd'hui ». Le documentaire *Mémoires d'ouvrier* de Gilles Perret sera projeté afin d'introduire la discussion. À la bibliothèque anarchiste La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Abbesses ou Blanche. Entrée libre et gratuite.

## Samedi 23 février

### Saint-Jean-en-Royans (26)

10 heures. De la soupe et des livres. L'Utobus, la médiathèque sociale du collectif libertaire La Rue râle, fait sa première sortie de l'année. En plus des 700 ouvrages de la cinquantaine de films et la centaine de CD : une soupe. Place de la Fontaine.

### Paris XVIIIe

18 heures. La bibliothèque La Rue vous invite à un débat sur le thème « rap et révolte aujourd'hui ». Les jeunes rappeurs Ryaam, Oberkaï et Irascible présenteront des morceaux de leur répertoire. 10, rue Robert-Planquette. M° Abbesses ou Blanche. Entrée libre et gratuite.

Le groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste présente

# L'identité ouvrière et la conscience de classe aujourd'hui en France

**Projection du documentaire *Mémoires d'ouvriers* de Gilles Perret**

Le 22 février à 20 heures
Bibliothèque libertaire La Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris (M° Abbesses ou Blanche)